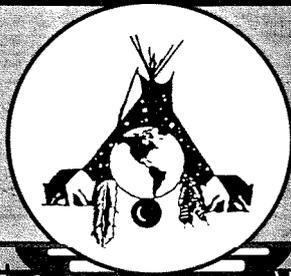


NITASSINAN



La révolte du Chiapas





Nitassinan n°37, simple
juillet – septembre 1994

Publication trimestrielle entièrement auto-finan-
cée par souscription, non subventionnée et à but
non lucratif du CSIA (Comité de soutien aux
Indiens d'Amérique, Loi 1901)

Adresse courrier : Nitassinan-CSIA, BP 317,
75229 Paris Cedex 05, France

Directeur de la publication :
Sylvain Duez-Alesandrini

Dépôt légal : 3^e trimestre 94

n°ISSN : 07586000

n° de commission paritaire : 666 59

Rédaction du volume :

Barbara Pagel, Dee Brooks, Bobby Castillo,
Ramsey Clark, Sylvain Duez-Alesandrini,
Fernando Nuñez, Anna Gonzalez,
Monique Hameau, Catherine Jeyakumar,
Winona Laduke, Maurice Lemoine,
Marine Lepuloch, Catherine Leterrier,
Fabrice Mignot, Naomi Mudge,
Christine Nouvian, Raquel Paster, Alexandra Rose,
Christine Rosengard, association Tribal Act.

Maquette, mise en page et correction :

Isabel Gonzalez, Catherine Jeyakumar, Barbara Pagel,
Yann Colin, Sylvain Duez-Alesandrini.

Photo 1^{re} de couv. :

Mexique (Chiapas) Indiens Tojolabal. Anniversaire
de la création d'une organisation indigène.

© Christophe Kuhn - Droits Réservés

Photo 4^e de couv. :

Pérou (Cajamarca).

© Christophe Kuhn - Droits Réservés

Merci à PAO Express.

SOMMAIRE

Droits à la terre

- Le traité de Fort Laramie remis en cause 2
Brésil : la révision de la Constitution
menace les droits indigènes 3
Les Indiens de Roraima barrent le route
aux chercheurs d'or 4
Message des Indigènes du Cearà 5
Lubicon : le gouvernement canadien
tiendra-t'il ses promesses ? 6
Le combat des Dineh
contre les forages pétroliers 7

Dossier

- «Tierra y libertad !» : la révolte du Chiapas 8
Un cri pour la survie 9
Chronologie des événements 12
Répression : témoignages
et réactions sur place 14
«Nous voici, les morts de toujours, mourant
encore une fois, mais cette fois pour vivre.»
(communiqué de l'E.Z.L.N.) 16
L'héritage Zapata 18
Résistance amérindienne
(discours de Bobby Castillo) 19
Les médias et la révolte du Chiapas 21
Détournement de l'aide américaine 22
Le Maïs et le « nouvel ordre » 22
Remaniement constitutionnel et
privatisation des terres communautaires 23
Solidarité indienne Nord-Sud 24

Art et culture

- John Trudell, les mots pour armes 25
Barney Bush, un poète shawnee en France 28
Amers Indiens, un livre
de Christophe Kuhn et Maurice Lemoine 30

Des 4 directions

- Soutenez la Déclaration Universelle des
Droits des Peuples Autochtones 31
Liberté pour Leonard Peltier 32

- Bulletin d'abonnement* 33

EDITORIAL

Les événements du Chiapas ont eu des répercussions mondiales. Le jour d'entrée en vigueur de l'ALENA, une révolte amérindienne a fait trembler le gouvernement mexicain, l'obligeant à révéler son vrai visage.

En France, l'équipe de Nitassinan-CSIA, qui a participé dès les premiers jours aux actions de solidarité avec les peuples du Chiapas, a décidé de consacrer son nouveau dossier à ces événements majeurs. Nous avons essayé de choisir des textes qui puissent éclairer le plus objectivement possible ce qui s'est réellement passé.

Encore une fois, une action organisée par des amérindiens et réprimée dans le sang par un pays membre des Nations-Unies n'a pas eu l'écho qu'elle méritait. Après quelques semaines, les événements du Chiapas ont disparu des médias. De nombreuses associations qui avaient exprimé leur soutien au début des événements s'en sont désintéressées dès que le gouvernement a déclaré qu'il désirait ouvrir des négociations avec les zapatistes. À Nitassinan, nous pensons qu'il est indispensable de rester vigilants et mobilisés. Les officiels mexicains doivent savoir que l'opinion internationale continue à avoir les yeux rivés sur leur pays, prête à réagir à toute violation des Droits de l'Homme et des Droits des Peuples Indigènes.

La formidable répercussion de cette révolte maya sur l'ensemble des nations indiennes a été peu soulignée. À travers toute l'Amérique, de nombreuses manifestations ont été organisées, principalement au Mexique, au Canada et aux États-Unis. Les réfugiés maya guatémaltèques (retornados) de retour dans leur pays après 10 ans d'exil au Mexique expriment leur solidarité avec leurs frères et sœurs maya mexicains fuyant les exactions de l'armée. Malgré des conditions de vie précaires, il se déclarent prêts à les aider et les accueillir, à leur tour, dans leur camp situé dans le nord du Guatemala.

Dans le même temps, l'armée guatémaltèque, sous prétexte de protéger ses frontières afin de refouler toute incursion de l'Armée Zapatiste de libération nationale (EZLN), s'est servie de la situation actuelle pour intensifier les opérations militaires dans la jungle de l'Ixcán (province limitrophe du Chiapas) et pour bombarder massivement les Communautés de Population en Résistance (CPR).*

Aux États-Unis, L'American Indian Movement (AIM) et des organisations chicanos se sont organisés et ont établi un réseau dans certaines réserves indiennes afin d'aider tout zapatiste fuyant la répression au Mexique. Récemment, une caravane humanitaire (partie de la réserve de Coyote Valley en Californie) composée de plusieurs associations indiennes s'est rendue dans le Chiapas afin d'apporter aux populations maya une aide logistique, matérielle, alimentaire et médicale.

Les événements du Chiapas ont permis de remobiliser et de relancer les campagnes indigènes au niveau continental. La révolte du peuple maya au Mexique inaugure les cinq cents années à venir sous le signe de l'espoir et de la liberté.

* Populations civiles maya présentées dans Nitassinan n° 34.

Sylvain Duez-Alesandrini

**Notez dès maintenant que notre
journée internationale de solidarité
aura lieu comme l'année dernière
le samedi 22 octobre, de 14h à 21h,
au 198 avenue du Maine, 75014 Paris**

Le traité de Fort Laramie remis en cause



Les droits de chasse reconnus aux tribus signataires du traité de Fort Laramie de 1868 sont l'enjeu d'un procès qui oppose la tribu Crow à l'État du Wyoming. La décision de la Cour fédérale concernant le cas du chasseur crow Tom Ten Bear déterminera si ces droits seront abrogés ou, au contraire, renforcés.

« Ce procès fera jurisprudence pour toutes les tribus qui ont signé les traités de 1851 et de 1868 » déclare Hugh W. Clay, chargé des relations publiques pour la tribu Crow. Ces traités concernent les tribus Sioux, Cheyenne, Arapahoe, Blackfeet, Crow, Assiniboine, Gros Ventre et Arikara. L'affaire a commencé le 14 novembre 1989 quand Tom Ten Bear, membre de la tribu Crow, fut accusé d'avoir enfreint les lois du Wyoming sur la pêche et la chasse en tuant un élan dans une forêt nationale du Wyoming. Tom Ten Bear déclara qu'il avait simplement exercé les droits que lui reconnaissent le traité de Fort Laramie. Il avait chassé sur un territoire cédé aux États-Unis par sa tribu, et sur lequel, selon le traité, celle-ci avait gardé des droits de chasse. Tom Ten Bear fut inculpé et incarcéré pour avoir chassé sans permis sur des terres publiques. En décembre 1989, il déposait un recours, soutenant qu'il se trouvait sur des terrains qui, selon le traité, sont des terrains de chasse réservés. En juillet 1990, le juge du comté rejeta ce recours, déclarant que le traité n'octroyait à Ten Bear aucun droit de chasse particulier en dehors de la réserve. En octobre 1990, Ten Bear fut déclaré coupable d'avoir tué un élan en vio-

lation des lois du Wyoming sur la chasse. Il fut condamné à six mois de prison et à cinq cent dollars d'amende.

La tribu Crow porte plainte

La tribu déposa une plainte au nom de Ten Bear parce que la décision du juge affectait tous ses membres. Les avocats des Crow firent appel, demandant que le cas soit porté devant une Cour fédérale.

La tribu soutient que le Congrès n'a jamais autorisé l'État du Wyoming à imposer un permis de chasse aux membres des tribus qui possèdent, selon le traité, des droits sur la chasse et que la décision du juge viole ces droits.

Les services du Wyoming chargés de réglementer la pêche et la chasse ont fait élever une clôture à élans. La tribu estime que cette clôture empêche les migrations des élans qui viennent passer l'hiver sur les terres des Crow. La tribu demande le retrait de la clôture, en s'appuyant sur une loi qui stipule que les terres publiques ne peuvent être clôturées.

Une audition du cas Ten Bear s'est tenue le 8 octobre devant la Cour fédérale de Cheyenne. Le juge a reconnu que ce cas avait une grande signification puisqu'il

mettait en cause le traité de Fort Laramie et les droits accordés aux Indiens par traité.

L'avocat des Crow raconta comment ce peuple avait dû abandonner son territoire traditionnel de 38 millions d'acres pour une petite réserve de 2,5 millions d'acres. Et il ajouta : « À présent, l'État du Wyoming essaie de réduire encore les droits de la tribu en prétendant qu'elle a perdu les droits de chasse et de pêche reconnus dans l'article IV du traité, qui l'autorise à chasser dans certaines parties du territoire cédé aux États-Unis. Nous ne prétendons pas exercer notre droit de chasse sur des propriétés privées mais seulement sur des terres inoccupées... des terres fédérales, comme les forêts nationales ».

L'avocat des Crow estime que si l'argumentation de l'État du Wyoming est retenue, cela équivaldrait à une abrogation des droits de chasse et de pêche reconnus par le traité de Fort Laramie. Il s'est également exprimé sur l'un des arguments utilisés par l'État du Wyoming selon lequel les chasses tribales menaceraient la survie de la faune. La tribu Crow possède, depuis 1966, un comité tribal pour la pêche et la chasse qui réglemente les saisons pendant lesquelles les membres de la tribu peuvent exercer ces activités. Les populations de gros gibier ont augmenté dans les forêts nationales du Wyoming et le nombre de permis de chasse délivrés est en progression.

Les avocats de l'État du Wyoming estiment que la tribu n'a pas le droit de poursuivre l'État au sujet de la clôture à élans, seul l'État fédéral en aurait le pouvoir. Ils soutiennent que la faune sauvage est réellement menacée. Ils reconnaissent néanmoins que si leurs arguments sont acceptés par le juge, l'article IV du traité de Fort Laramie deviendrait vide de sens et les droits de chasse et de pêche reconnus aux tribus seraient « abrogés ». La décision du juge concernant le cas Ten Bear devrait intervenir au printemps 1994.

Source : Indian Country Today du 17/11/93, traduction Monique Hameau.

Nitassinan s'efforcera de suivre cette affaire qui pose l'important problème du respect des traités signés entre les tribus indiennes et les États-Unis.



D.R.

Brésil : la révision de la Constitution menace les droits indigènes



Fin 88, la lutte des Indigènes du Brésil semblait aller vers une issue favorable. La nouvelle Constitution brésilienne reconnaissait des droits aux 200 groupes indigènes, y compris leur droit à la terre. La démarcation des territoires devait se faire

dans un délai de cinq ans et le gouvernement s'engageait à les protéger contre les invasions. Les Indigènes devaient décider seuls de l'usage de la terre. Mais, à l'expiration du délai en octobre 1993, seulement 266 territoires sur les 532 reconnus avaient été délimités.

La Constitution de 1988 comportait une clause de révision quinquennale ayant pouvoir d'annuler les droits précédemment accordés. La démarcation des territoires et les restrictions imposées avaient été fortement combattues par de nombreux groupes, des élites qui avaient perdu avantages et privilèges et qui contestaient les articles concernant la réforme agraire, l'environnement et les droits indigènes. Les actions de «lobbying» de ces intérêts particuliers menacent actuellement les droits acquis par les populations indigènes. L'une

des avancées les plus significatives, la démarcation du territoire des Yanomami, pourrait être remise en cause. Cependant, la reconnaissance des territoires indigènes par le gouvernement n'a pas pour autant éloigné les chercheurs d'or.

L'argument de la souveraineté du territoire national constitue une autre menace contre les Indigènes. La démarcation des territoires indigènes créerait des États indépendants le long de la frontière nord, potentiellement dangereux. Selon le gouvernement, le processus de démarcation ne pourra se poursuivre que là où n'existe aucune contestation. Le Ministre de la Justice qui conservait le droit d'interdire l'accès aux territoires indigènes vient de se le voir retiré par la Cour Suprême.

En cinq cent ans d'invasion européenne, la population indigène du Brésil est passée de 5 millions à moins de 500 000 personnes et son territoire a été réduit de 90 %. La pauvreté et la faim en sont les causes majeures. Aujourd'hui encore, des conflits naissent entre les Indigènes et les émigrants pauvres qui cherchent à établir des fermes sur leur territoire.

Mais la menace qui pèse le plus lourdement sur les Indigènes est l'attitude de la société brésilienne pour laquelle ni l'environnement, ni la survie des Indigènes ne sont prioritaires. Pour nombre de Brésiliens, l'exploitation des forêts tropicales ne doit pas être remise en cause. Même si les bénéfices qui en découlent ne profitent que rarement aux pauvres. La sauvegarde des droits des Indigènes brésiliens passera nécessairement par un changement d'attitude de la société brésilienne.

D'après un article de Selene Jaramillo paru dans Abya Yala News Vol. 7 n° 3 et 4.

Traduction et condensé : Monique Hameau

YANOMAMI

Au Venezuela, 19 Indiens Yanomami ont péri le 22 novembre 1993, intoxiqués par les eaux du rio Merebari. Pour chasser les Indiens de leur réserve riche en métaux précieux, des chercheurs d'or brésiliens ont répandu dans le fleuve un poison probablement dérivé du mercure. Vingt-six membres de la tribu sont dans un état grave.



« Sans notre terre nous n'avons pas de vie »

Message des Indiens Tapeka et Tremembé

Les Indiens de Roraima barrent la route aux chercheurs d'or

Le 14 mars 1994, environ 600 Indiens ont barré en deux endroits la route qui coupe la partie sud de l'Aire Indigène «Raposas-Serra do Sol». Ils exigent l'expulsion immédiate des chercheurs d'or hors de leur territoire et la mise en application de leurs droits constitutionnels. Ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur initiative pacifique, même s'ils doivent se heurter à des réactions hostiles. Voici le communiqué qu'ils adressent au public.

Le Conseil Indigène de Roraima (CIR), association à but non lucratif consacrée à la défense des droits et des intérêts indigènes dans l'État de Roraima, et dont le siège est au 1672-W, rue Sebastião Diaz, dans la capitale de l'État, informe l'opinion publique que les communautés indigènes de la Région Raposa/Serra do Sol, dûment délimitée et identifiée par la FUNAI dans son arrêté N°1141 du 6/8/92, ont décidé d'empêcher l'accès des véhicules transportant des marchandises et combustibles destinés aux orpailages illégaux situés sur les fleuves Mau, Cotingo et Quino. La région indigène restera ouverte aux organismes publics qui apportent une assistance en matière de santé et d'éducation, à la FUNAI, à la police fédérale et à l'armée, mais refusera la présence de policiers civils et militaires, étant donné que ces derniers, en défendant les intérêts des grands propriétaires terriens et des chercheurs d'or, commettent d'incessantes et innombrables violences dans cette région. Les communautés indigènes de Raposa/Serra do Sol espèrent, par ce blocus, sensibiliser l'opinion publique locale et nationale aux graves problèmes qu'elles rencontrent et qui sont les suivants :

1. Les communautés indigènes de l'État de Roraima sont victimes de violences continues perpétrées par les grands propriétaires terriens et les chercheurs d'or, avec le soutien institutionnel des polices civile et militaire. Les cas d'emprisonnement illégal, de brutalités, de torture et de menaces sont monnaie courante. En 1988 et 1993, deux Indiens Macuxi, qui avaient été arrêtés illégalement, ont été assassinés par la police civile, dans deux commissariats à Normandia et Alto Alegre.

2. Bien que l'article 231 de la Constitution brésilienne garantisse aux Indiens les terres qu'ils habitent et leur délimitation, ce droit

est toujours bafoué à Roraima. Les terres indigènes de Roraima n'ont pas toutes été délimitées, et celles qui le sont subissent des invasions.

3. Parmi les violences commises contre les communautés indigènes, on peut citer la discrimination et la manipulation des faits. Les communautés indigènes n'ont pas la



possibilité d'exercer leur droit d'usufruit exclusif sur toutes les richesses de leurs terres, comme le garantit le paragraphe 2 de l'article 231 de la Constitution Fédérale. En réalité, Les Indiens se voient constamment interdire la chasse, la pêche, l'extraction d'huile de palme, la construction d'enclos et l'élevage. Ils sont accusés en toute absurdité d'envahir les terres qu'ils habitent

depuis des temps immémoriaux, et de voler le bétail des grands propriétaires terriens.

4. La violence exercée contre les communautés indigènes n'est pas seulement le fait de personnes privées ou de la police civile et militaire. Le gouvernement de l'État a entrepris des démarches afin de construire la centrale hydroélectrique de Cotingo, dans la région indigène, sans avoir consulté les communautés indigènes, ni le Congrès national, comme le stipule la Constitution Fédérale. L'Assemblée législative, par l'action de certains de ses députés, en violation de la loi, accélère le processus de création de deux nouvelles municipalités en terre indienne : São Marcos, délimitée et homologuée, et Raposa/Serra do Sol, en cours de délimitation.

5. Les orpailages illégaux existant sur les fleuves Mau, Cotingo et Quino provoquent d'innombrables dommages, tels la destruction des rives et la pollution des eaux, la prostitution, l'accroissement du taux de maladies et des violences, la commercialisation de l'alcool. En dépit de leur présence illégale, les chercheurs d'or ont le soutien et l'encouragement des conseillers municipaux de Normandia et d'autres hommes politiques de l'État.

6. Les Indiens Yanomami, dont la terre a été délimitée et homologuée, continuent de subir l'invasion des chercheurs d'or.

7. Les chercheurs d'or qui ont massacré les 16 Indiens Yanomami du village Haximu sont libres et n'ont même pas été inquiétés. Manuel Ferreira dos Santos, qui a tué en 1990 deux Indiens Macuxi du village de Santa Cruz, a été acquitté et est revenu à Raposa/Serra do Sol où, pour le compte du grand propriétaire terrien Reinaldo Alves, il exerce des menaces contre les Indiens de la région du Bas Cotingo.

8. L'inertie et l'impuissance des organes fédéraux comme la FUNAI et la police fédérale, insuffisamment équipées et préparées pour remplir leurs fonctions, font que sur 53 enquêtes ouvertes ces trois dernières années par la police fédérale pour élucider des crimes commis contre des Indiens ou des communautés indigènes de Roraima,

seules 12 ont été menées à terme. Cette situation d'impunité contribue à la perpétuation des activités criminelles.

Le blocus est une action pacifique qui cherche, en sensibilisant l'opinion publique locale et nationale, à obtenir des autorités de ce pays qu'elles prennent les mesures nécessaires permettant de garantir et de préserver les droits des communautés et l'intégrité physique des Indigènes de Roraima. Une nation ne peut se fonder sans justice.

Boa Vista, 14 mars 1994

*Euclides Pereira, Coordinateur du CIR,
Clovis Ambrosio, Vice-coordonateur*

Traduction : Catherine Leterrier

Pour soutenir l'action des Indiens Macuxi, Ingariko, Wapixana et Taurepang de l'Aire Indigène de Raposa/Serra do Sol, vous pouvez écrire aux ministres suivants :

- ministre Responsable de l'Amazonie : Excelentissimo Senhor Ministro Rubens Ricupero, Ministerio do Meio Ambiente e da Amazonia, Palacio do Planalto - Anexo 2, 701150 Brasilia - DF - Brasil / Fax (55) 61 226 98 71.

- ministre de la Justice : Excelentissimo Senhor Ministro Mauricio Correa, Ministro da Justiça, Esplanada dos Ministerios - Bloco T, 70064-90 Brasilia - DF - Brasil / Fax : (55) 61 321 51 54.



Message des Indigènes du Cearà

Dans une lettre datée du 29 Novembre 1993, des missionnaires de la Mission Tremembé nous ont fait parvenir des informations sur la situation des peuples indigènes dans la région du Cearà, au nord-est du Brésil.

« La Terre-Mère, tout comme nous, a beaucoup souffert tout au long de cette année », nous disent-ils en guise d'introduction, « cette année internationale des Peuples Indigènes a été marquée par de nombreuses agressions ». Ils énumèrent ensuite les difficultés auxquelles leurs peuples ont eu à faire face durant cette période.

La région indigène d'Almofala a connu des persécutions. Un homme, José Odécio, a été roué de coups par six hommes armés de matraques.

L'entreprise Ducoco, qui occupe de grandes portions des terres indigènes traditionnelles à Almofala, a demandé la suspension de l'arrêté de la FUNAI et de l'Union Fédérale visant à préparer la délimitation des terres pour les Tremembé. A la suite de quoi les actions de Tremembé ont été déboutées par la 3^e chambre de la Justice fédérale.

L'enquête sanitaire menée par la Fondation Nationale pour la Santé dans le Cearà et qui devait permettre la mise en oeuvre à Almofala du plan d'action sanitaire prévu au niveau national (visites médicales bi-mensuelles, médicaments, construction d'un dispensaire médical, de puits) a été suspendue en octobre, suite aux dénonciations de certains députés de la région.

Lutter pour survivre

Les missionnaires ont reçu des menaces et ont été empêchés de se rendre sur les lieux. Pourtant, même dans l'adversité, les familles indigènes n'ont pas baissé les bras et ne cèdent pas à la peur, insidieusement présente depuis 500 ans de persécutions.

S'ajoutent à cela des difficultés supplémentaires : il n'y a plus de poisson dans le fleuve Aracati-Mirim. Un père de famille a dû récemment voler trois noix de coco appartenant à l'entreprise Ducoco. L'affaire s'est finalement bien terminée. La faim, elle, sévit toujours.

Les demandes de rations alimentaires d'urgence n'ont toujours pas été prises en compte par la Mairie. Les autorités avaient promis de mettre en place 35 « soupes populaires », mais ont finalement jugé qu'elles étaient impossibles à organiser,

sous le prétexte que les Indiens sont des gens « différents » !

« Les exclus du système néo-libéral brésilien sont tous en difficulté. Les dirigeants dilapident les fonds publics. Et ce malgré l'acquis de la Constitution de 1988, mal appliquée, remise en cause par les députés et les sénateurs, que nous avons pourtant élus mais qui ne nous représentent pas » déclarent les missionnaires.

Quelques points positifs pourtant :

Les avis techniques de la FUNAI, reconnaissant que les peuples Tapeba et Tremembé sont des peuples indigènes et que leurs terres sont des terres indigènes, ont été publiés au Journal Officiel !

Le gouverneur Ciro Gomes a pris l'initiative de faire office de médiateur dans le conflit opposant les Tremembé et des paysans pauvres qui occupent des terres à délimiter et qui risquent l'expropriation si on ne trouve pas de solution équitable.



De nouvelles formes de lutte ont vu le jour pour mettre en place une action organisée : campagne pour la délimitation des terres indigènes du Cearà, regroupant Tapeba, Tremembé, Genipapo-Canindé et Pitaguary, qui ont envoyé ensemble le 30 mars une lettre ouverte revendiquant la reconnaissance de leurs peuples. Un Forum des droits indigènes du Cearà a été créé avec la participation d'autres groupes de soutien.

Le mouvement indigène du Cearà reçoit de nombreux témoignages de solidarité, tant de la part d'individus que d'associations, y compris au niveau international. Les MCM jouent un rôle important dans la diffusion d'informations sur la situation des communautés indigènes auprès d'une opinion publique encore trop peu informée.

Traduction : Catherine Leterrier

Mise en forme : Barbara Pagel

Lubicon : le gouvernement canadien tiendra-t-il ses promesses ?

L'exploitation du pétrole et du bois en territoire lubicon est une catastrophe, tant sur le plan écologique que sur la plan humain. Les Lubicon lancent un appel urgent à un soutien international. Depuis déjà près d'un an, le parti libéral de Monsieur Jean Chrétien dirige le pays. Le 25 octobre 1993, le parti libéral a obtenu 177 sièges, contre 2 sièges pour le parti conservateur de Madame Kim Campbell, alors Premier Ministre. Mais malgré les promesses électorales du nouveau Premier Ministre, les Lubicon n'ont toujours pas obtenu gain de cause.



Voici ce que Monsieur Jean Chrétien disait il y a un an au sujet des Lubicon : « Depuis plus de 50 ans, les Lubicon se battent pour obtenir une réserve (...) et les moyens qui leur permettront de maintenir leur mode de vie (...) Le parti libéral estime que le gouvernement (conservateur) néglige ses responsabilités et ses devoirs. On perd du temps. On a écrit sur la question un nombre incalculable d'études et de rapports, qui n'ont servi qu'à ralentir le processus des négociations sur les problèmes de territoire et de compensations financières. Il est temps d'agir. Le gouvernement devrait pour commencer prendre en compte la recommandation n° 5 de la « Commission pour le Règlement de l'affaire

des Lubicon » (qui stipule que les royalties doivent être administrées par le gouvernement, et qu'aucun autre permis ou bail ne doit être alloué sans l'accord des Lubicon). Par ailleurs, les négociations devront tenir compte de la recommandation n° 8 (de cette commission d'experts, qui stipule que l'abrogation des droits des Autochtones, y compris le droit à la terre, ne doit pas être une condition au règlement de la situation). Cette prise de position va dans le sens de la politique du parti libéral. Les libéraux appuient les revendications des Autochtones et estiment que les revendications des Lubicon sont une priorité. »

Nitassinan a publié dans son n° 35 un extrait du rapport de cette commission d'experts. Écrivez au Premier ministre, Monsieur Jean Chrétien (Langevin Block, 80 Wellington St., 2nd Floor, Ottawa, ONT K1A 0A6, tél : 613-992 4211, télécopieur : 613-957 5556) et à Monsieur Ron Irwin, ministre des Affaires Indiennes (Gouvernement du Canada, Ottawa, ONT K1A 0A6, tél. : 613-992 6418 télécopieur : 613-953 4941), en leur rappelant les promesses de Monsieur Jean Chrétien lorsqu'il était encore dans l'opposition.

Traduction et synthèse : Marine Lepuloch

Source : Communiqué de Lubicon Lake Indian Nation, novembre 1993.

MOHAWK : DE NOUVEAUX ÉVÉNEMENTS À OKA

Le 19 mai, des Mohawks équipés de tronçonneuses et appartenant vraisemblablement à la Warrior Society ont commencé à couper des pins entre le cimetière indien et le golf municipal qui avait été à l'origine de la crise d'Oka-Kanesatake en 1990. Les Mohawks ont l'intention d'utiliser cette pinède, qui fait partie de leur territoire traditionnel, pour agrandir leur cimetière. Aucune intervention de la sûreté du Québec n'a eu lieu jusqu'à présent.

LA NATION MOHAWK FERME SON BUREAU EUROPEEN

Le bureau de la délégation permanente de la Nation Mohawk en Europe a fermé ses portes après trois années d'existence, pour cause de problèmes financiers. Il avait été installé à La Haye (Pays-Bas) à la suite des événements d'Oka par le Mohawk Nation Office de Kahnawake pour travailler avec la Cour Internationale de Justice.

DES GUARANI MENACENT DE SE SUICIDER

250 Indiens Guarani de la réserve de Jaguaripé (sud-ouest du Brésil) ont menacé de se suicider collectivement après la décision d'un juge de l'État du Mato Grosso do sul qui leur avait enjoint de quitter ce territoire avant le 29 janvier. Le juge avait donné raison à un agriculteur qui affirmait que ce village Guarani se trouvait sur les terres de sa ferme modèle. Les Guarani avaient déjà été expulsés de ces terres en 1990 mais ils étaient environ 1200 à y être revenus en mai 1993.

VENEZUELA

Trente caciques Guajiros de l'ethnie Yucpa ont menacé de s'allier à la guérilla colombienne si on ne leur restituait pas leurs terres dans la montagne de la Perija, à l'ouest du Venezuela (non loin de la frontière avec la Colombie). Le gouverneur de l'État de Zulia, Lolita Aniyar, a rencontré le 11 février les caciques, qui ont rejeté la proposition d'une rétrocession partielle de leurs terres et ont réclamé une indemnisation de 272 000 dollars pour la mort des trois membres de la tribu (un homme, une femme et un vieillard), assassinés le 2 février dernier par des soldats vénézuéliens lors d'un affrontement survenu dans des circonstances confuses. L'assassinat de ces Indiens avait provoqué une profonde émotion au Venezuela.



Le combat des Dineh contre les forages pétroliers

À la demande de la compagnie pétrolière texane Boyd & McWilliams Energy Group, un juge fédéral de Salt Lake City a délivré un ordre d'arrestation contre M. Andrew Tso, conseiller tribal de la ville d'Aneth, et contre des Dineh traditionalistes de McKracken Mesa (dans la partie nord de la réserve navajo située en Utah). M. Tso et une centaine de traditionalistes, appelés « John Does »(1) par le juge, avaient formé une barricade humaine pour empêcher les forages pétroliers.

« Le peuple est très en colère. Il ne veut pas des forages », déclare M. Tso qui s'était joint aux membres du clan Kaiyelli pour former la barricade.



Défendre la souveraineté de la Nation

Les membres de la communauté d'Aneth, cernés par 350 puits de pétrole et de gaz, souffrent de la pollution et se plaignent d'être exploités par les compagnies et par leur gouvernement tribal. Les dégâts écologiques sont immenses. L'eau est contaminée, l'air est gravement pollué, le bétail meurt. En 1990 et 1991, une centaine de fuites de pétrole et de produits chimiques se sont produites sur les terres de la communauté d'Aneth, affectant plus de 36 000 acres. Malgré les millions de dollars de royalties versés aux Dineh, environ 75 % d'entre eux vivent sans électricité et sans eau courante.

La compagnie a obtenu un permis d'exploitation du Bureau Fédéral d'Aménagement Foncier (BLM) qui possède les droits sur le sous-sol de la réserve. Au regard de la loi, la compagnie n'est même pas tenue de solliciter un permis de passage auprès de la Nation Dineh.

M. Mark Maryboy, conseiller de la communauté d'Aneth, soutient M. Tso. Il déclare : « Ces gens sont les plus pauvres de la réserve. Nous lutterons pour eux autant que nous le pourrons. Quand je suis devenu conseiller tribal, c'était pour défendre la souveraineté de la Nation. Mais il n'y a pas de souveraineté. N'importe qui venant de l'extérieur peut faire des forages avec un permis fédéral. »

La Nation Dineh a refusé de fournir une assistance légale à M. Tso pour assurer sa défense. « Tout ceci m'a permis de comprendre que la Nation ne s'intéresse pas aux problèmes de son peuple » dit M. Maryboy qui dénonce une possible collusion entre le Conseil Tribal et les compagnies minières.

Volte-face du Conseil tribal

Pourtant, début février 94, un revirement inattendu du Conseil Tribal se produisait. Le Conseil de la Nation Navajo votait par 64 voix contre une et quatre abstentions pour exiger qu'un moratoire soit imposé non seulement sur les forages de la compagnie texane, mais sur tous les projets ultérieurs de forage, tout cela en dépit des vives objections de l'attorney général de la tribu et des mises en garde de quelques conseillers déplorant la perte des royalties. Dans sa résolution, le Conseil envisage de réexaminer la légalité des permis existants et se prononce pour l'élaboration d'un nouveau règlement tribal concernant la protection de l'environnement, calqué sur les lois fédérales, et qui prévoit des amendes pour les compagnies qui ne s'y conformeraient pas. Plusieurs conseillers avaient pris la parole en faveur de M. Tso dont ils avaient salué l'action courageuse. Il faut remarquer que le président Peterson Zah, qui avait soutenu la position de la compagnie, se trouve désavoué par le vote du Conseil.

Mais le combat des Dineh contre les compagnies qui dévastent leurs terres sera difficile. Comme le soulignait le conseiller juridique de la tribu, la législation tribale pourrait n'avoir aucun effet sur les permis d'exploitation. Les États-Unis possédant les droits sur le sous-sol, l'État fédéral peut à sa guise accorder des permis.

Il est probable que la mort suspecte, en octobre dernier, du militant écologiste dineh Leroy Jackson, qui combattait la déforestation de la réserve, a produit un choc dans l'opinion dineh et peut, en partie expliquer le revirement du Conseil Tribal qui avait jusque là privilégié le développement, la création d'emplois et le versement de royalties à la tribu.

(1) John Doe : terme légal désignant une personne non identifiée.

Source : Indian Country Today,
janvier / février 1994
Traduction Monique Hameau

EXPLOITATION DES RESSOURCES

Le Conseil Tribal de la Nation Dineh (Navajo) vient d'approuver, par 45 voix contre 33 la création d'une corporation tribale pour l'exploitation du pétrole et du gaz sur la réserve, afin de créer des emplois et de procurer des revenus à la tribu. Il existe une forte opposition à ce projet, notamment dans la région de Four Corners, dévastée par la pollution.

Le Conseil Tribal a également décidé d'accélérer l'exploitation des forêts de la réserve afin d'empêcher des licenciements d'employés de la scierie tribale. C'est le conflit entre la nécessité de créer des emplois et la préservation des ressources naturelles.

POLLUTION

Des membres de la Nation Dineh ont intenté un procès devant la Cour tribale afin d'obtenir de la part des compagnies minières des compensations pour la pollution de la réserve et exiger la réhabilitation des sites, en particulier la décontamination des anciennes mines d'uranium. La pollution des eaux à Shiprock et à Tuba City est particulièrement grave.

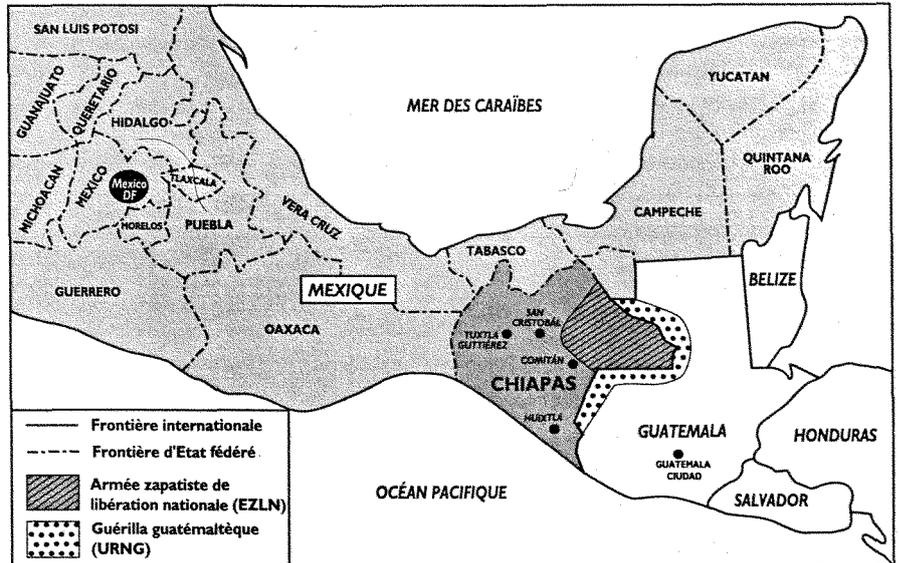
i Tierra y libertad ! La révolte maya du Chiapas

Le 1^{er} janvier 1994, des Indiens maya regroupés au sein de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) se soulevèrent et prirent, les armes à la main, plusieurs villes de l'État mexicain du Chiapas. Les insurgés, se réclamant des idéaux pronés par Emiliano Zapata lors de la révolution mexicaine de 1910, revendiquent le droit à la terre, à la dignité et à la démocratie, pour eux-mêmes et pour le peuple mexicain tout entier.

Les Indiens maya (Tzotzil, Tzeltal, Tojolabal, Chontal et Lacandon) constituent le quart de la population du Chiapas. C'est sur le travail et la servitude de ces Indiens, expropriés de leurs terres depuis la colonisation, que repose l'exploitation des richesses locales.

La réforme agraire, pour laquelle s'est battu Zapata et qui n'a jamais été menée à terme dans cette région, menace d'être définitivement enterrée par l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain.

Les organisations indigènes ayant tenté, sans succès, toutes les voies pacifiques pour obtenir la prise en comp-



te de leurs revendications, un certain nombre d'entre elles ont décidé de prendre les armes. À ceux qui leur reprochent d'avoir recours à la violence, le sous-commandant Marcos répond au nom de l'EZLN : « C'est à cause de la violence institutionnelle qu'on meurt du choléra, du paludisme ou de la rougeole. C'est à cause de la violence institutionnelle que les Droits de l'Homme sont constamment bafoués par l'armée. La violence, c'est

la faim et la misère auxquelles Salinas a condamné le pays et qui nous ont poussé à cette attitude extrémiste ». Les échos de cette révolte résonnent dans tout le continent américain. Depuis la campagne des « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire », les Premières Nations ont décidé de reprendre en main leur destinée.

(1) Interview publiée par le quotidien mexicain La Jornada dont des extraits ont été publiés en français dans Libération du 6/1/94.

Paysage économique et social

Le Chiapas est une province très contrastée. Malgré la richesse de ses ressources naturelles, la majorité de ses 3 210 500 habitants vit dans la pauvreté. Plus d'un tiers des foyers ne dispose que d'une seule pièce où vivent plus de cinq personnes. Bien que le Chiapas fournisse 30 % de l'eau de tout le territoire national, moins de 57 % des habitants dispose des installations d'adduction d'eau.

Sur environ 854 000 personnes actives, 59 % perçoit un salaire inférieur ou égal au salaire minimum (4 dollars la journée), 21 % perçoit un salaire deux fois supérieur au salaire minimum, 18,7 % un salaire deux à dix fois supérieur au salaire minimum et seulement 1,3 % perçoit un salaire supérieur à dix fois le salaire minimum.

Le sous-sol regorge de pétrole et de gaz naturel : 21 % de la production nationale de pétrole et 47 % du gaz naturel sont extraits dans la province du Chiapas.

En 1990, le Chiapas produisait 55 % de l'électricité nationale. Pourtant, un foyer sur trois n'en bénéficiait pas.

Le Chiapas est aussi le deuxième producteur de maïs et le premier producteur de café du pays. La chute des cours mondiaux du café a obligé des centaines de paysans à émigrer vers d'autres régions en quête d'une autre source de subsistance. La chute du prix des bananes a encore aggravé le chômage et l'exode rural.

En ce qui concerne l'éducation, près de 60 % des enfants ne sont pas scolarisés. Une infime minorité de ceux qui le sont poursuivront

leur scolarité au-delà de l'école primaire. Seulement 1,12 % de la population active possède une qualification professionnelle. Au Chiapas, le taux d'analphabétisme est trois fois supérieur à celui de l'ensemble du pays. Le taux de mortalité est resté le même qu'il y a quarante ans. Les principales causes de mortalité sont les infections intestinales, respiratoires et la malnutrition. Les populations indigènes sont les plus vulnérables à la maladie et les cas de tuberculose sont beaucoup plus nombreux que dans le reste du pays. La situation politique de la Province est extrêmement instable. Au cours des deux dernières années, 23 présidents régionaux se sont succédés, démissionnant les uns après les autres.

Sources : Diverses ONG mexicaines

Traduction : Anna Gonzalez

Un cri pour la survie

Suite à la répression menée par l'armée mexicaine contre la révolte des Indiens au Chiapas, de nombreuses organisations internationales de défense des Droits de l'Homme ont dépêché sur place des observateurs internationaux. Nous vous proposons l'analyse de l'un de ces observateurs de la première heure, Ramsey Clark, ministre de la Justice des États-Unis sous le gouvernement Johnson et actuellement le principal avocat de Leonard Peltier. Ramsey Clark s'est rendu au Chiapas pour se faire l'écho du cri des peuples indigènes...

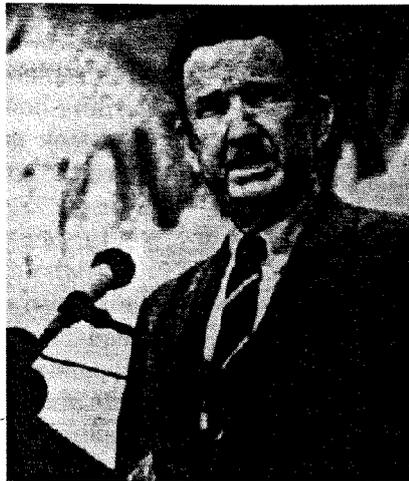
Le 1^{er} janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (1), les survivants de l'empire maya du Chiapas tiraient un coup de feu qui retentissait dans le monde entier. Le gouvernement mexicain accusait immédiatement les prêtres, « l'eau de feu » et les étrangers. Mais la vérité est transparente : il s'agit d'un *grito de los Indigenes* (2), un appel pressant des Indigènes, un cri pour leur propre survie. Interprété dans ce sens, cet appel peut sauver les 300 millions d'Indigènes de la planète, l'espèce humaine la plus menacée.

Le soulèvement n'est pas une affaire insignifiante. Le Chiapas comprend plus d'habitants que le Panama ou le Costa Rica. Son taux d'expansion a été six fois supérieur à la moyenne mexicaine au cours de la dernière décennie, grâce à l'absorption d'une grande partie des pauvres qui, sans cela, auraient émigré aux États-Unis. Plus d'un million d'entre eux sont des Indiens non assimilés qui vivent sur leurs terres ancestrales et parlent, pour la plupart, l'une des langues maya.

Les faits, aussi bien que la dimension symbolique de leur action, sont empreints d'une grande force. Les insurgés se sont emparés simultanément de la plupart des grandes villes et d'un grand nombre de villages à travers l'État, y compris San Cristobal de las Casas, peuplée de 75 000 habitants et destination privilégiée des touristes américains. Leur acte était plus symbolique que violent. Ils ont vidé et saccagé les bâtiments gouvernementaux, dont les tribunaux, brûlant le mobilier et les documents comme en un rituel. Ils n'ont usé de la force que lorsqu'ils rencontraient une résistance, aux postes militaires, ou lorsqu'ils ont attaqué les gardiens d'une importante prison et en ont fait sortir les prisonniers.

Les effectifs de l'armée zapatiste dépassent d'une ou deux dizaines de milliers les chiffres avancés dans les rapports gouvernementaux. Ils sont bien entraînés, disciplinés

et leurs actions sont soigneusement planifiées, mais leur équipement militaire est extrêmement rudimentaire. Beaucoup n'ont que des machettes ou des fusils en bois. Cependant leur objectif n'est pas d'infliger une défaite au Mexique. Leur objectif est de sauver la vie et la culture de leur peuple face à l'assaut final mené par des forces étrangères qui, entre autres



Ramsey Clark.

choses, recherchent des capitaux et de la main-d'oeuvre pour exploiter les ressources et assimiler les Indiens survivants. Les insurgés ont convaincu la région et, sans aucun doute, le gouvernement qu'ils étaient prêts à mourir pour leur cause. L'alternative est à leur yeux une mort lente, plus cruelle, déshonorante. Leur capacité à survivre et à continuer de mener des opérations militaires dans la plupart des endroits du Chiapas dépasse celle du Viet Cong au plus fort des opérations militaires US au Vietnam.

Répression gouvernementale

Le gouvernement du Mexique, assis sur une poudrière à l'échelle du pays entier, avec ses *barrios* (2) urbains et ses communes rurales prêts à exploser, ses *estancias* et ses *ejidos* peuplés de dizaines de millions d'Indiens et de métis désespérément pauvres, a réagi de façon immédiate et vio-

lente. Tout d'abord, le gouvernement a changé radicalement de visage. Le ministre des Affaires Étrangères, Manuel Camacho Solis, le haut fonctionnaire le plus libéral du PRI, le parti politique au pouvoir, a refusé de mener les négociations au nom du gouvernement avec les Zapatistes. Le ministre de l'Intérieur, Patrocino Gonzalez Garrido, qui supervise la police fédérale, les prisons et l'application des lois, précédent gouverneur du Chiapas où il dirigeait un gouvernement brutal coupable de violations systématiques des Droits de l'Homme, a été remplacé par Jorge Carpizo McGregor, procureur général et ancien dirigeant de la Commission nationale des Droits de l'Homme. On peut se demander, comme les militants des Droits de l'Homme n'ont cessé de la faire, comment un homme à la réputation et au passé de Gonzalez Garrido a jamais pu être nommé ministre de l'Intérieur. Le Président Salinas a suivi la crise au jour le jour, se déclarant favorable à la conciliation, pour un cessez-le-feu et pour l'amnistie. La rébellion ouverte a fait chuter le marché mexicain des valeurs, démontrant que l'ampleur du problème n'échappait ni aux puissances de l'argent, ni aux détenteurs du pouvoir.

Les réactions du gouvernement sont en totale contradiction avec son discours. L'armée s'est mise en marche rapidement, mobilisant le gros de ses forces, bien équipée, dotée d'une importante puissance de feu. Elle a occupé la capitale Tuxtla Gutierrez et des villes importantes comme San Cristobal, ne rencontrant que rarement de résistance de la part des Zapatistes. Le retrait des Zapatistes prouve à la fois que la guerre n'était pas leur but et qu'ils savent que leur force ne réside pas dans les engagements frontaux. En plusieurs lieux, ils ont subi de très lourdes pertes. Les plus importantes sont survenues à Ocosingo où leur détermination téméraire à protéger la ville et l'effet de surprise produit par l'attaque militaire ont provoqué de durs combats.

Institution de la terreur

L'armée a bombardé indistinctement villes et villages ainsi que leurs alentours, dans le but de semer la terreur. Elle a utilisé des hélicoptères américains, transgressant ainsi les accords qui limitent leur usage à la lutte anti-drogue, pour mitrailler, bombarder et intimider les populations. On a pu dénombrer des dizaines d'exécutions sommaires, des milliers de disparitions, des cas de torture, des passages à tabac, des évacuations forcées de villages, avec abandon de foyers, et des fuites nocturnes des zones de conflit. Les arrestations systématiques, arbitraires et à grande échelle continuent à ce jour, avec fouilles, saisies, menaces de mort, violents passages à tabac, interrogatoires, déplacements d'un centre de détention à l'autre puis transferts dans une prison de la capitale avant remise en liberté.

les embarquer. Lui-même a été emmené, menacé, battu, interrogé, détenu pendant cinq jours, puis relâché. Nous l'avons rencontré alors qu'il gravissait à pied la route escarpée, rocailleuse et pleine d'ornières qui mène à son village, à un endroit où nous ne pouvions continuer en voiture. Un homme de San Cristobal qui se trouvait avec nous le connaissait, c'est pourquoi il nous a raconté son histoire avec une grande émotion. Un peu plus tôt, il avait croisé d'autres véhicules qui avaient pris la route avec nous, mais avaient abandonné environ deux kilomètres plus bas. Lorsque ses occupants, parmi lesquels des Mexicains qu'il ne connaissait pas, lui avaient demandé de leur raconter ce qui s'était passé à l'arrivée des militaires, il leur avait dit qu'il se trouvait sur la côte à ce moment là.

mier de ses devoirs, qui est de protéger la population, et ne laisse aux gens d'autre alternative que l'autodéfense.

Les slogans du gouvernement sont : trêve, cessez-le-feu, réconciliation, stabilité et paix. Toutes ces choses sont souhaitables. L'expression favorite des conquistadores était «pacifier». Personne ne répond à l'appel des Indigènes. Si la seule réponse que l'on propose est la normalisation, la pire est encore à venir en matière de souffrance humaine et de troubles civils. La condition du peuple a atteint des degrés de souffrance insupportables.

Les revendications des Zapatistes sont celles des Indiens et des pauvres du Mexique depuis des années. Elles se sont transformées en un cri bien plus considérable que le «grito de dolores» (3) de Miguel Hidalgo, père de l'indépendance mexicaine, un homme aux yeux verts et perçants, comme le sous-commandant Marcos. Ce cri est lancé pour la survie des peuples indiens et de leur culture. Ce sera le rôle de l'agonie ou bien cela conduira à des changements radicaux, capables de préserver la vie des peuples indigènes et de leurs cultures, qui elles-mêmes peuvent nous épargner à tous le viol de la Terre.

Le peuple Maya face au monde moderne

Les Maya vivent en harmonie avec la nature. Ils vénèrent le maïs qui a permis leur civilisation. Ils pensent qu'ils sont faits de maïs, ce qui est vrai si l'on admet que l'on est fait de ce qu'on mange. Aujourd'hui, la plupart des calories nécessaires leur sont fournies par le maïs. Le Chiapas a été le seul État mexicain à exporter du maïs. Ces ventes ont procuré un peu de liquidités aux paysans très pauvres. Avec l'ALENA, le maïs des USA peut être vendu sur les marchés mexicains à 60% du prix actuel. Les paysans les plus pauvres vont sombrer dans une misère encore plus grande. Des individus, des familles, des sociétés et une expérience culturelle vont être chassés des campagnes vers les villes, puis vers l'étranger, jetés dans la plus destructrice des aventures, pour trouver au bout du chemin une ultime existence sans traditions, sans identification sociale ni culturelle, sans amour, pour trouver l'anarchie urbaine. Les économistes, avec leurs ordinateurs et leur confortable environnement académique, les directeurs de multinationales dans leurs chambres d'hôtel avec suite, et les leaders politiques qui s'expriment par l'intermédiaire des médias devront rendre des comptes pour les conséquences de leurs politiques sur le peuple.



© Christophe Kuhn. Droits réservés

San Juan Chamula. Chiapas.

Bien que les actions des Zapatistes soient essentiellement non-violentes, le nombre de morts est bien supérieur aux estimations rapportées aussi bien par le gouvernement que par les combattants Zapatistes. Selon les principes du droit international, un gouvernement a le devoir absolu d'identifier et de signaler toutes les victimes. La paix en dépend. Les fosses communes sont choses courantes. Les Indiens cachent et enterrent souvent leurs morts lorsqu'ils le peuvent.

La terreur est partout. Très peu d'Indiens racontent leur histoire. Ils disent à tout le monde qu'ils n'ont rien vu. Un villageois indien d'un certain âge nous a raconté l'accablante histoire des troupes entrant dans son village, terrorisant la population en tirant des coups de feu, arrêtant des hommes qui se trouvaient là pour ensuite

Le cessez-le-feu ne peut être imposé que si les militaires sont immédiatement renvoyés dans leurs casernes. Leur présence est une provocation permanente. Des villages comme Chanal sont occupés par des centaines de soldats qui quadrillent la campagne à partir des hauteurs et patrouillent dans des véhicules blindés jusqu'aux abords des habitations et des fermes. Ils intimident les Indiens et souvent les maltraitent. Amnistier les Zapatistes est une chose essentielle pour la paix. Si on peut leur demander de pardonner cinq cents ans de violence à leur égard, on peut aussi leur pardonner quelques semaines de combat visant à alerter le monde sur leur situation. En revanche, on pardonne moins aisément les crimes des militaires perpétrés au nom du gouvernement. En se livrant à des exécutions sommaires, l'armée manque au pre-



© Christophe Kuhn. Droits réservés

Rassemblement d'Indiens Tojolabal dans le Chiapas.

Les peuples indigènes ont besoin d'espace, de beaucoup d'espace, un million d'hectares de terre ou davantage, de forêt, d'eau, d'air et de ciel, vierges de toute intervention étrangère et technologique, au sein desquels ils puissent vivre selon leur choix. Or, il n'y a plus beaucoup d'espaces vierges. Il faut donner des terres aux paysans et les protéger contre les puissances économiques, tel le business agro-alimentaire étranger qui a submergé Haïti, transformant tout un mode de vie et obligeant les gens à prendre la mer dans des bateaux percés. Le Mexique, les États-Unis et les autres nations qui ont des activités au Mexique ont les moyens d'une telle politique et ne peuvent plus se permettre d'en faire l'économie.

Au lieu de couper des arbres, d'exploiter le pétrole, de chasser les peuples indigènes de la terre pour les remplacer par du bétail destiné au marché, l'assistance étrangère doit protéger et soutenir le droit des Indigènes à choisir dans le calme et la dignité entre leur culture ancestrale et l'intégration, ou l'assimilation, à la nouvelle technologie dominante. Aujourd'hui au Chiapas, la grande majorité des gens ne dispose ni d'eau potable, ni de nourriture suffisante, ni d'un logement décent, ne sait lire ni l'espagnol ni sa langue d'origine, n'a pas l'électricité, pas accès aux soins, meurt jeune et souvent dans la souffrance. Les

Maya Lacandon de l'Est du Chiapas, qui édifièrent l'« Athènes » de l'empire maya et ces incroyables peintures murales de Bonampak, n'ont jamais été conquis par Cortez. Seuls quelques centaines d'entre eux ont survécu jusqu'à nos jours. La grande forêt tropicale au sein de laquelle ils ont vécu durant des millénaires, poumon vert offert par la nature, l'un des derniers qui nous reste, est en train de s'écrouler au profit des affairistes de la tronçonneuse. On doit apporter un soutien aux métis et à tous les pauvres du Mexique afin de leur garantir les droits fondamentaux à la nourriture, à l'eau potable, à la santé, à un logement décent, à de véritables écoles et à l'enseignement supérieur, à la non-discrimination, à l'égalité des chances, à ce que la police les protège au lieu de les brutaliser.

« La paix, c'est le respect des droits d'autrui. »

Le Mexique et le monde entier doivent relever un grand défi : entendre cet appel des Zapatistes et y répondre humainement, être reconnaissants aux gens courageux qui ont poussé ce cri et les respecter en conséquence. Peu nombreux sont ceux qui ont pris la peine ou le risque de se montrer l'ami des Indiens du Mexique. Le premier était un prêtre européen ordonné dans l'hémisphère occidental, qui devint plus tard évêque du

Chiapas. Adolescent, il vit Christophe Colomb accompagné de sept Indiens, à Séville en 1493, et son père navigua avec Colomb lors de son second voyage. Bartolomé de las Casas devint l'homme le plus haï des Espagnols dans les Amériques parce qu'il défendait la cause des « Indios » (4). Aucun leader religieux ne prit jamais de position plus ferme, plus isolée en faveur des Indiens. L'évêque actuel du Chiapas, Samuel Ruiz, est un grand défenseur de la cause indienne. Avec un soutien mondial, il peut poursuivre l'engagement du grand Las Casas et gagner l'amour de l'humanité entière.

Lorsque le gouvernement du Mexique a offert aux Nations-Unies son message adressé au monde, il a choisi les paroles d'un Indien Zapotec de pure souche qui avait été Président de son pays. Ces mots de Benito Juarez sont sculptés dans un roc prélevé dans les montagnes mexicaines et qui trône à l'entrée du siège de l'ONU. Il y est écrit : « La paix, c'est le respect des droits d'autrui ». Un message pour le Mexique et pour le monde entier.

Cet article de Ramsey Clark est paru dans Crazy Horse Spirit, publication du Leonard Peltier Defense Committee (Février 1994).

Traduction : Barbara Pagel

(1) En anglais : North American Free Trade Agreement (NAFTA)

(2) En espagnol dans le texte

(3) Cri de douleur

(4) Terme péjoratif désignant les Indigènes de l'Amérique devenue « latine ».

Chronologie des événements

30 décembre 1993 - Un groupe armé investit le village de San Miguel.

31 décembre 1993 - Des groupes armés bloquent la route vers Ocosingo.

1^{er} janvier 1994 - Des centaines de personnes, principalement des Indiens, prennent la ville de San Cristobal de la Casas par les armes, ainsi que les villages de Las Margaritas, Altamirano, Ocosingo et Chanal. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) déclare la guerre à l'armée mexicaine et expose les raisons de sa rébellion dans un communiqué de presse : elle demande un gouvernement de transition pour rendre possible une véritable démocratie dans le pays. Dix lieux publics et quatorze habitations privées sont mis à sac à Oxchuc, à 36 km de San Cristobal.

2 janvier - L'EZLN libère 179 prisonniers de la prison d'Ocosingo et séquestre le général Absalon Castellanos, ex-gouverneur de l'État du Chiapas. L'évêque de San Cristobal, Samuel Ruiz, se propose comme médiateur dans le conflit.

3 janvier - L'EZLN abandonne les municipalités de Oxchuc et de Abasolo après avoir incendié les bâtiments officiels. Des affrontements ont lieu à Chapa de Corzo, à 16 km de Tuxtla Gutierrez, capitale de l'État du Chiapas et à Ocosingo. Soixante-quatre membres de l'EZLN et trente civils sont tués par l'armée mexicaine. Un journaliste est tué par balle. Le président du Mexique, Carlos Salinas, reconnaît qu'il y a au Chiapas d'importantes inégalités sociales et assure que le gouvernement recherche le rétablissement de la loi, le dialogue pacifique et la défense des droits de l'Homme. Les partis politiques mexicains se prononcent de façon générale contre l'utilisation de la violence.

4 janvier - L'armée mexicaine envoie 10 000 soldats dans la zone de conflit et bombarde une dizaine de villages. Des affrontements ont lieu à Ocosingo, on y retrouvera cinq cadavres de membres de l'EZLN. Après les bombardements, l'Église dénombre 400 morts. Le gouvernement n'en reconnaît officiellement que 93. Samuel Ruiz appelle à la trêve et réclame que la sécurité soit garantie aux populations

civiles. Les troupes gouvernementales reprennent San Cristobal, Ocosingo, Las Margaritas et Altamirano et dénoncent la présence de Salvadoriens et de Guatémaltèques parmi les rebelles.

5 janvier - 70 tanks sont envoyés dans la zone de conflit. L'armée mexicaine continue de bombarder le sud de San Cristobal. Cinq civils, dont une fillette de huit ans, sont tués dans une embuscade de l'armée. Le syndicat indépendant des ouvriers et paysans (CIOAC) dénonce la détention de 5 de ses responsables par l'armée mexicaine.

6 janvier - La population chamula de Tzontehuitz est bombardée par huit avions. Le Président Salinas déclare la guerre aux « ennemis du Mexique » et accuse l'EZLN d'être une organisation infiltrée par l'étranger. L'allocution présidentielle est suivie de bombardements dans les centres urbains. L'EZLN n'accepte pas les conditions de



« concertation » que propose le gouvernement et expose ses conditions pour l'ouverture du dialogue : reconnaissance de l'EZLN comme force belligérante, cessez-le-feu bilatéral, retrait des troupes fédérales hors des communautés indigènes, respect de la population civile et des Droits de l'Homme, arrêt des bombardements sur les villages.

7 janvier - Des affrontements se produisent à Navenchuc, à 60 km de San Cristobal. Sept soldats sont tués. Trente deux membres de l'EZLN sont détenus au secret et battus. Les cadavres des insurgés sont inhumés avec l'épithète « inconnu ». On ne connaît pas le nombre des prisonniers zapatistes. Ils sont isolés et torturés. Les bombardements continuent dans la périphérie de San Cristobal. Le Comité

clandestin révolutionnaire indien (EZLN) demande un dialogue public avec le gouvernement et la médiation de Rigoberta Menchù, de Julio Shere (directeur de la revue *Proceso*) et de Samuel Ruiz. Une manifestation de soutien à l'EZLN rassemble 10 000 personnes à Mexico.

12 janvier - Soixante mille personnes manifestent dans la capitale pour exiger l'arrêt du massacre. Le Président Salinas ordonne le cessez-le-feu. Le gouvernement reconnaît l'EZLN comme interlocuteur et Samuel Ruiz comme médiateur. L'EZLN dénonce la violation du cessez-le-feu à Ocosingo.

17 janvier - Des observateurs recueillent des témoignages accablants du non respect des Droits de l'Homme par l'armée. La pénurie alimentaire sévit. Pour identifier les combattants zapatistes et faire pression sur les familles, les autorités pratiquent un chantage à la distribution de vivres : les femmes qui se

présentent seules se voient refuser l'aide alimentaire. Les hôpitaux, considérés comme des « repères de zapatistes » sont interdits d'accès.

21 janvier - Le sous-commandant Marcos et le médiateur du gouvernement, Manuel Camacho échangent messages et communiqués apaisants. L'EZLN réitère ses revendications : « Nous nous battons pour obtenir ce que réclament les Indigènes du Chiapas et du Mexique : des terres pour tous, des logements dignes, du travail, la santé pour tous, une bonne alimentation, le droit à l'éducation, la démocratie, l'indépendance, la paix et la justice... ».

22 janvier - La chambre des députés mexicaine approuve, à l'issue d'un débat prolongé, la loi d'amnistie proposée par le



Président Salinas et qui concerne tous les insurgés. On apprend que 8 civils et deux malades ont été exécutés sommairement le 2 janvier à l'hôpital d'Ocosingo.

21 février - Les négociations commencent dans la cathédrale de San Cristobal entre guérilleros zapatistes (17 hommes et 2 femmes, délégués par l'EZLN) et représentants du gouvernement (dont Manuel Camacho), en présence de Samuel Ruiz. Les membres de l'EZLN se présentent dans leurs langues, en précisant leur origine ethnique : Tzotzil, Tzeltal, Chol, Tojolabal. La cathédrale est placée sous haute surveillance : présence d'imposantes forces de l'ordre, de la Croix-Rouge, de nombreuses ONG.

24 février - Marcos annonce qu'un quart des revendications ont été satisfaites (santé, éducation, logement). Dix mille personnes manifestent à Mexico, réclamant l'amélioration des conditions sociales.

25 février - L'EZLN obtient du gouvernement mexicain des mesures pour limiter les conséquences de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) dans le Chiapas.

26 février - Le 1^{er} Congrès des paysans d'Amérique latine réuni à Lima (Pérou) apporte son soutien aux organisations paysannes et indiennes du Chiapas. Dans une motion adoptée par les représentants de 22 pays, le congrès demande au gouvernement mexicain de « changer sa politique néo-libérale de libre échange pour répondre aux demandes des Indigènes. »

27 février - L'EZLN demande que les négociations soient élargies aux thèmes nationaux : la participation des Indiens aux institutions politiques locales et les revendications pour la démocratie dans le pays. Neuf membres d'une famille tzotzil sont sauvagement assassinés à l'arme blanche.

28 février - 34 engagements « pour une paix digne et durable » seront signés entre les deux parties. Selon l'évêque Samuel Ruiz, « le dialogue est entré dans une phase définitive de consensus ».

3 mars - Le gouvernement propose de faire voter avant le 14 avril un projet de loi générale sur les droits des communautés indiennes de tout le pays. Cette loi traiterait également les revendications d'autonomie politique, culturelle, économique. Le gouvernement accepte la reconnaissance des autorités traditionnelles indiennes, une réforme du code pénal du Chiapas, la création d'un institut de protection des droits des Indiens.

4 mars - 1 000 paysans indiens du Guerrero terminent une marche de 11 jours, baptisée « fin du silence des Indiens ». Ils demandent un système autonome pour différentes ethnies et la reconnaissance du droit à la terre.

7 mars - 25 000 paysans du Chiapas défilent pour demander la destitution des maires de l'État. Les organisateurs préconisent l'occupation des terres appartenant historiquement aux Indigènes.

10 mars - Accord entre le gouvernement mexicain et le millier d'Indiens du Guerrero qui occupaient depuis début mars la place centrale de Mexico.

13 mars - Des dirigeants et des délégués de 56 groupes ethniques tiennent un congrès sur « l'autonomie des peuples indigènes » à San Cristobal. Ce congrès est organisé par le Conseil des organisations indigènes et paysannes du Chiapas, qui rassemble 280 associations.

15 mars - Les évêques mexicains déclarent que les revendications de la guérilla sont justes.

20 mars - Un millier de propriétaires terriens manifestent à San Cristobal pour la restitution des terres occupées. Ils veulent à

participer aux pourparlers entre le gouvernement et l'EZLN.

23 mars - Luis Donaldo Colosio, candidat officiel du P. R.I. à l'élection présidentielle est assassiné.

26 mars - L'EZLN déclare que cet assassinat résulte de la stratégie des « durs » du gouvernement mexicain hostile à la démocratie et accuse l'armée d'avoir violé le cessez-le-feu en larguant des bombes sur une ville détenue par les zapatistes depuis le 19 mars.

27 mars - Le gouvernement mexicain dément toute offensive militaire et affirme que lui-même et l'armée soutiennent les négociations de paix.

10 avril - Les négociations entre l'EZLN et le gouvernement sont dans l'impasse. De récents mouvements des troupes gouvernementales et le meurtre d'un responsable zapatiste ont ravivé la tension.

11 avril - 50 000 paysans et Indiens défilent dans les rues de Mexico à l'occasion du 75^e anniversaire de la mort de Zapata.

14 avril - Des propriétaires fonciers dont les terres ont été envahies en janvier par les rebelles zapatistes estiment que la violence pourrait reprendre si un traité de paix n'est pas conclu rapidement. La première série de négociations de paix s'est terminée fin février. La situation est bloquée depuis, suite à l'assassinat de Luis Donaldo Colosio.

Mi juin - Les combattants zapatistes après consultation des communautés indiennes, viennent de rejeter, toutes les propositions de paix du gouvernement fédéral. Ils ont choisi de poursuivre la résistance jusqu'aux élections présidentielles.

Cette chronologie a été établie d'après l'article de Raquel Paster du CAM (Centro Antonio de Montesinos), complété par des dépêches d'agences.

Traduction et synthèse : Christine Rosengard

Répression : témoignages et réactions sur place

Nitassinan a retranscrit des extraits du film documentaire *A cry for freedom and democracy* réalisé du 7 au 15 janvier 1994 au Chiapas (Mexique) par le Center for Constitutional Rights. Outre le contenu inestimable de ce film, il faut noter la collaboration étroite à laquelle il a donné lieu entre, notamment, Chicanos et Apaches des États-Unis et Indiens Mayas du Mexique. Ce film évoque surtout la répression à laquelle sont soumises les populations indiennes et paysannes du Chiapas.

Au centre de réfugiés de Don Bosco

« Les riches n'ont aucun respect pour nous. Beaucoup de civils sont morts. »

« Nous sommes de la communauté de Los Baños. L'armée nous a expulsés. Ils (les soldats) ont menacé de nous tuer si nous ne partions pas. »

« L'armée est arrivée, a cassé les portes, ils ont dit qu'ils cherchaient des armes. Ils ont menacé mon mari. »

« L'armée a pris beaucoup de notes sur nous. Ils ont pris les noms des enfants. Ils ont emmené quelqu'un et on ne sait pas où. Maintenant, nous voulons savoir. »



Les bombardements de l'armée

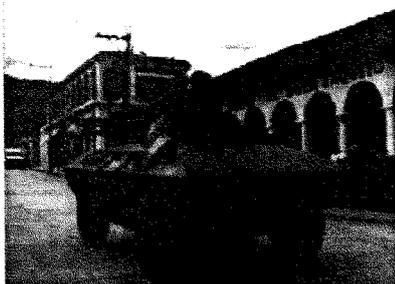
« Ici, il y a beaucoup de pauvres. Tous vivent dans des maisons de fortune. Nous avons peur des balles. Une bombe est tombée près de chez moi. Je vis dans une maison de bois et de carton. Nous étions cachés comme des animaux sous les lits. Nous avons peur. J'ai perdu connaissance quand l'attaque a commencé. Je me suis cachée quatre jours avec mes enfants, sans manger. Nous avons fait beaucoup de sacrifices pour acheter notre terre, notre maison, alors je ne veux pas l'abandonner. C'était un vrai cauchemar. »

Les disparitions

« Quelqu'un du village m'a dit : Ils ont emmené votre mari ! Je n'avais pas eu le temps de rentrer à la maison, mais je les avais vus s'enfermer. Ensuite, je ne sais pas où ils l'ont emmené. J'ai essayé de lui apporter de la nourriture. Mais personne ne veut me dire où il est maintenant. »

À la clinique d'Ocosingo

« Ils ont tué deux Zapatistes puis ils sont entrés par la fenêtre de la clinique. Ils ont séparé des autres ceux qui avaient des documents d'identité. Il y avait beaucoup d'Indiens : des malades et leurs familles. Les soldats les ont mis à part. Les infirmières ont protesté. Mais ils ont dit simplement : Ce sont des Indiens ! Alors deux ma-



lades indiens, atteints de tuberculose, ont été criblés de balles dans leurs lits. Ils disaient que c'étaient des Zapatistes, mais ce n'étaient pas des Zapatistes. Onze personnes ont été abattues dans la clinique. »

Au cimetière d'Ocosingo

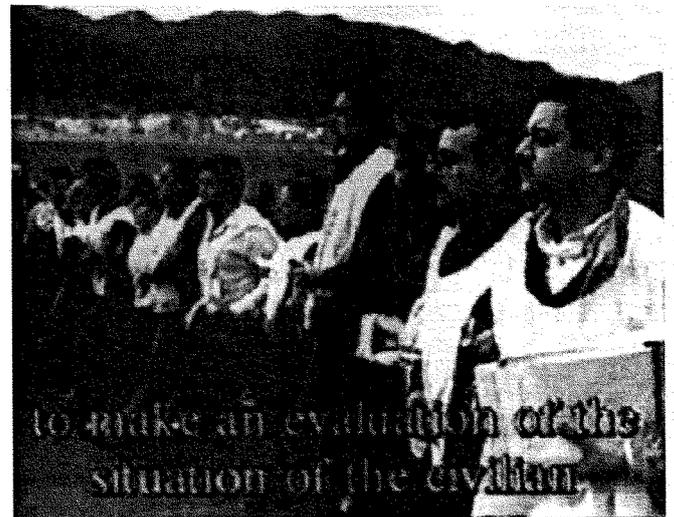
« L'armée m'a obligé à creuser une fosse le lundi 3 janvier. L'armée a fait un trou dans le mur d'enceinte du cimetière pour faire passer les cadavres sans que personne ne les voie. »

Les militants pour les droits de l'Homme

« 14 cadavres ont été trouvés dans ce bus. Les civils tués par balles sont considérés par l'armée comme des victimes des Zapatistes, tués par des balles perdues. Mais il y a près de ce bus des choses qui n'appartiennent pas à des guérilleros. »

« Amnesty international a annoncé le 25 janvier avoir dénombré 100 cas de tortures, 2 viols et 15 exécutions extrajudiciaires. »

« Les groupes de militants des ONG du pays et des États-Unis estiment que les Droits de l'Homme ne sont plus garantis ici. Nous manifestons en direction du village d'Ocosingo pour protester contre les violations des Droits de l'Homme à l'encontre des populations civiles. Des localités ont été bombardées. L'armée a imposé un blocus et empêche la libre circulation. Elle maintient la population dans l'isolement, ce qui provoque une profonde inquiétude chez les personnes qui ont perdu des membres de leur famille. »



Dans la ville d'Oxhuc

Le 12 janvier 1994, le gouvernement mexicain permet à des groupes de défense des Droits de l'Homme d'entrer dans la ville d'Oxhuc pour une durée limitée à une heure et demie. Ils recueillent des témoignages :

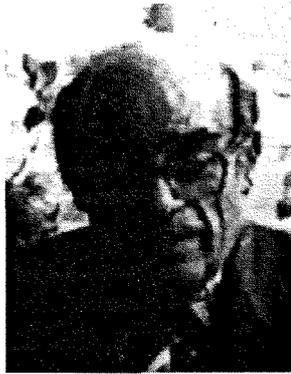
« Nous devons envoyer des messages. Nous sommes complètement isolés. L'eau manque et nous risquons de mourir de faim. Les gens veulent acheter du maïs, du sucre, du lait, du sel, mais il n'y a plus rien ! »

« La population a beaucoup souffert. Nous n'avons plus de médicaments au dispensaire. Nous craignons des épidémies. »

Réactions et analyses

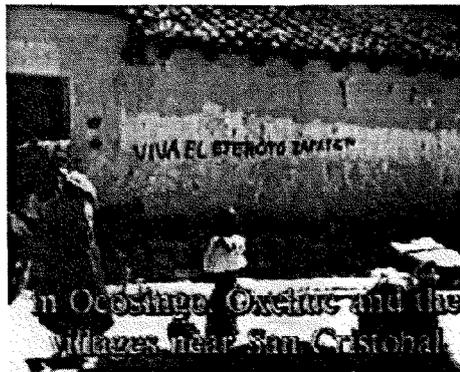
Samuel Ruiz, l'évêque du Chiapas (1)

« Les mots-clés sont : l'injustice, la pauvreté extrême, la répression, un manque total de volonté politique pour résoudre les problèmes. Ces événements ont eu une répercussion mondiale car leurs revendications sont justes (2). Les méthodes qu'ils ont utilisées sont surprenantes et peut-être inadaptées, mais si cela n'était pas arrivé, le Mexique aurait-il connu un tel choc social et politique ? Cela a conduit à un point de non-retour et à une possibilité de changement fondamental. »



Allen Nairn, écrivain

« Au Mexique, la situation est assez différente du Guatemala et du Salvador. Au lieu de tuer les agitateurs, les personnes qui protestent, le gouvernement mexicain a essayé de les acheter. Maintenant, le système est en train de changer, cela ressemble de plus en plus au Guatemala. L'aide de l'armée est similaire à celle de l'armée guatémaltèque pendant les massacres des années 1980. L'armée guatémaltèque allait dans une localité et massacrait la population. Les survivants restaient désespérés : leurs maisons avaient été détruites, leur bétail tué. L'armée revenait alors avec des aliments et des dentistes (pourquoi des dentistes ?) et se présentait en sauveur. Au Chiapas, maintenant, ils sont en train de punir les gens, mais essaient de réduire le prix politique national et international. Alors, ils ont coupé l'accès à la région pour que les ONG ne puissent y aller et recueillir des témoignages sur ce que l'armée a fait. »



Roberto Hernandez, journaliste

« Ils ont adopté les idéaux des Zapatistes. L'idéologie zapatiste est toujours valable en 1994 pour les personnes marginalisées, pour ceux qui n'ont rien. Ces idées pourraient avoir un très grand impact, non seulement dans la région et dans le pays, mais dans le continent tout entier. Il existe un mouvement qui s'appelle « 500 ans de résistance indienne noire et populaire », qui s'organise à l'échelle du continent et qui lutte pour les Droits de l'Homme et pour mettre un terme aux situations de répression. Ce mouvement pourrait rassembler tous ceux qui participent à cette lutte. »

Présentation et transcription : Fabrice Mignot

Traduction simultanée : Fernando Nuñez

(1) NDLR : sanctionné pour « dérive idéologique » par le Vatican

(2) NDLR : les revendications des Zapatistes

Film réalisé par Che-Ché

Contacts

Center for constitutional Rights .

Tél. : (212) 614 64 24

Pour obtenir une copie du film, envoyez 20 \$ US à Viewing Habits 3270 Mt Bachen Ave., San Diego Ca 92111 - Etats-Unis

Solidarité

Envoyez vos dons à : Diocèse de Las Casas Calles 5 de Febrero y 20 de Noviembre San Cristobal de Las Casas Chiapas, Mexique - CP 29200 Tél. : (52)(967) 83.548 Fax : (52)(967) 83.136



RIGOBERTA MENCHU INITIATIVE INDIGENE POUR LA PAIX AU CHIAPAS



© Sylvain Duez

Aux premiers jours du soulèvement, l'Armée zapatiste de libération nationale avait demandé à Rigoberta Menchú, en sa qualité d'Indienne maya-quiète et de Prix Nobel de la Paix, de servir de médiatrice dans le conflit du Chiapas. Rigoberta Menchú avait dû décliner cette offre, étant actuellement en négociation pour le retour des 45 000 réfugiés indiens guatémaltèques parqués depuis plus de dix ans dans des camps au Mexique (et en particulier au Chiapas) après avoir fui la répression armée dans leur propre pays. Concernant les événements du Chiapas, elle avait par la suite estimé « nécessaire de donner la priorité aux problèmes sociaux, politiques et culturels, en particulier, des communautés indigènes » et ajouté : « Ce conflit réclame des solutions audacieuses dans le cadre du plus strict respect des Droits de l'Homme et du Citoyen. »

Au vu de la gravité des événements et après concertation avec plusieurs dirigeants indiens, Rigoberta Menchú a lancé le 17 janvier à Mexico, une « initiative indigène pour la paix au Chiapas, pour la défense des droits des peuples autochtones de cet État mexicain », soutenant une solution pacifique et négociée au conflit. Cette initiative était basée sur les conclusions des deux Sommets des Peuples Indigènes de B'okob' (Guatemala) et Oaxtepec (Mexique). Le communiqué informant de cette initiative se terminait par ces mots : « Liberté pour les Autochtones où qu'ils vivent, en Amérique et dans le monde entier ! ».

Sylvain Duez-Alesandrini

« Nous voici, les morts de toujours, mourant »

Le 6 Janvier 1994, les Zapatistes publient un communiqué en réponse à la campagne de désinformation lancée par le gouvernement mexicain visant à discréditer les insurgés et dont les arguments ont été largement relayés en Europe. Ce communiqué, dont voici un long extrait, est signé du « Comité clandestin révolutionnaire indien – commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale ».

Au peuple du Mexique,
Aux peuples et aux gouvernements
du monde,

Frères,

Le 1^{er} janvier de cette année, nos troupes zapatistes ont déclenché une série d'opérations politico-militaires dont l'objectif premier est de faire connaître au peuple du Mexique et au reste du monde les conditions misérables d'existence dans lesquelles vivent et meurent des millions de Mexicains, en particulier nous les Indiens. Avec le déclenchement de ces opérations nous voulons également faire connaître notre détermination à nous battre pour nos droits les plus élémentaires par la seule voie que nous ont laissée les autorités gouvernementales : la lutte armée.

Les graves conditions de pauvreté de nos compatriotes ont une cause commune : le manque de liberté et de démocratie. Nous estimons que le respect intégral des libertés et de la volonté démocratique du peuple est la condition absolue de l'amélioration de la situation économique de notre pays. C'est pourquoi, en même temps que nous brandissons le drapeau de l'amélioration des conditions d'existence du peuple mexicain, nous présentons la revendication de liberté politique et de démocratie qui implique le départ du gouvernement illégitime de Carlos Salinas de Gortari et la formation d'un gouvernement de transition démocratique, avec la garantie d'élections libres dans l'ensemble du pays et à tous les niveaux d'exercice du gouvernement. Nous rappelons que toutes nos revendications politiques et économiques restent en vigueur. C'est sur cette base revendicative que nous entendons rassembler le peuple du Mexique et ses organisations indépendantes pour la constitution, par la lutte sous toutes ses formes, d'un mouvement national révolutionnaire dans lequel trouveront place toutes les formes d'organisation sociale ayant pour objectif, dans l'honnêteté et le patriotisme, l'amélioration du Mexique qui est le nôtre.

Dès le début de notre guerre de libération, nous n'avons pas seulement été la cible de

l'attaque des forces répressives du gouvernement et de l'armée fédérale, nous avons aussi fait l'objet des calomnies du gouvernement fédéral, de celui de l'État et de certains médias. Ils cherchent à discréditer notre combat, pour mieux tromper le peuple du Mexique, en déclarant que notre lutte est conduite par des étrangers, par des professionnels de la violence et par des intérêts obscurs et antipatriotiques au seul service de quelques individus. En raison de ces calomnies et de ces mensonges, l'Armée zapatiste de libération nationale se voit dans l'obligation d'apporter les précisions suivantes.

Premièrement - L'armée zapatiste de libéra-



Portrait du Commandant Marcos d'après une photo parue dans le journal chilien *Punto final*.

tion nationale (1) ne compte aucun étranger dans ses rangs ni dans ses organes de direction. Elle n'a jamais reçu aucun soutien ou conseil des mouvements révolutionnaires d'autres pays ou de gouvernements étrangers. L'information selon laquelle des Guatémaltèques militeraient dans nos rangs et se seraient entraînés dans le pays voisin relève d'inventions propagées par le gouvernement fédéral pour discréditer notre cause. Nous n'avons eu ni n'avons aucun lien avec le FMLN salvadorien (2) ou avec l'URNG du Guatemala (3), ni avec aucun autre mouvement armé latino-américain, nord-américain, européen, africain, asiatique ou océanique. Les stratégies militaires que nous utilisons ne nous viennent pas de l'insurrection en Amérique centrale, mais du passé militaire mexicain, de Hidalgo, Morelas, Guerrero et Mina, de la résistance à l'invasion yankee en 1846-1847, de la riposte populaire à l'intervention française, des

gestes héroïques de Villa et de Zapata, et des luttes de résistance indienne tout au long de l'histoire de notre pays.

Deuxièmement - l'EZLN n'a aucun lien avec des autorités religieuses catholiques ou d'autres confessions. Nous n'avons reçu ni orientation ni direction ni soutien d'aucune structure ecclésiastique, d'aucun des diocèses de l'État du Chiapas, du nonce apostolique ou du Vatican. Des catholiques militent majoritairement dans nos rangs aux côtés d'autres croyants.

Troisièmement - Les échelons de commandement et les corps de troupe de l'EZLN sont majoritairement constitués d'Indiens du Chiapas. Et il en est ainsi parce que nous, les Indiens, représentons le milieu social mexicain le plus humilié, le plus spolié, mais aussi – comme on le voit – le plus digne. Nous sommes des milliers d'Indiens à avoir pris les armes. Derrière nous, il y a des milliers de membres de nos familles. Ce sont donc des dizaines de milliers d'Indiens qui sont en lutte. Le gouvernement déclare qu'il ne s'agit pas d'un soulèvement indien. Nous pensons, nous, que si des milliers d'Indiens se lancent dans la lutte, il s'agit bien alors d'un soulèvement indien. Des Mexicains issus d'autres milieux sociaux et originaires de différents États du Mexique ont rejoint notre mouvement, nous soutiennent et désapprouvent l'exploitation que nous subissons. Si ces Mexicains non indiens se sont joints à nous, d'autres le feront aussi, car notre lutte est nationale et ne se cantonnera pas au seul État du Chiapas. Actuellement, la direction politique de notre lutte est totalement indienne. Tous les membres des comités clandestins révolutionnaires indiens existant dans la zone des combats appartiennent aux ethnies tzotzil, tzeltal, chol, tojolabal et autres. La totalité des Indiens du Chiapas n'est pas avec nous, car beaucoup de frères sont encore asservis par les idées et les mensonges du gouvernement. Mais nous sommes déjà en nombre suffisant pour qu'on tienne compte de nous. L'usage de passe-montagnes et autres pour nous camoufler le visage répond à des mesures élémentaires de sécurité. C'est aussi une manière de se vacciner contre le culte du chef.

Quatrièmement - L'armement et les équipements dont dispose le peuple sont très variés et, bien-entendu, n'ont pas été montrés dans leur totalité et leur diversité aux médias et à

encore une fois, mais cette fois pour vivre. »



Dossier

© Christophe Kuhn. Droits réservés.

la population civile des communes que nous avons prises les 1er et 2 courants. Cet armement et ces équipements ont été obtenus peu à peu et préparés pendant les dix années silencieuses d'accumulation des forces. Les moyens «sophistiqués» de communication que nous utilisons sont disponibles dans n'importe quel magasin d'importation du pays. Pour obtenir l'armement et les équipements, nous n'avons jamais eu recours au vol, à l'enlèvement ou à l'extorsion. Nous ne devons notre maintenance qu'aux seules ressources que nous ont données les modestes et honnêtes gens du peuple à travers tout le Mexique. C'est parce que nous n'avons jamais eu recours au gangstérisme que les forces de répression de l'État ne nous ont jamais détectés durant les dix années d'une préparation sérieuse et précautionneuse.

Cinquièmement - Certains se demandent pourquoi nous avons attendu jusqu'à maintenant pour nous lancer dans l'action, alors que nous étions prêts. Jusqu'à présent, nous avons essayé toutes les voies pacifiques et légales, mais sans résultat. Au cours des dix dernières années, plus de 150 000 de nos frères indiens sont morts de maladies curables. Les plans économiques et sociaux des gouvernements de la Fédération, des États et des communes n'offrent aucune vraie solution à nos problèmes et se contentent de faire l'aumône

pendant les périodes électorales. Les aumônes n'ont qu'un effet passager, la mort revient ensuite dans nos maisons.

Nous en avons assez de mourir inutilement et préférons nous battre pour changer les choses. Si maintenant nous mourons, ce ne sera plus dans la honte mais dans la dignité, comme nos ancêtres. Nous sommes encore 150 000 prêts à mourir si nécessaire pour tirer notre peuple du sommeil mensonger dans lequel il est entretenu.

Sixièmement - Les conditions de «concertation» que le gouvernement fédéral prétend nous imposer sont inacceptables pour notre organisation. Nous ne déposerons pas les armes tant que nos revendications, brandies au début de notre lutte, ne seront pas acceptées. Pour notre part, nous posons les conditions suivantes à l'ouverture d'un dialogue :

- a. Reconnaissance de l'EZLN comme force belligérante
- b. Cessez-le-feu des deux parties sur tout le territoire des combats
- c. Retrait des troupes fédérales de toutes les communautés, dans le respect absolu des Droits de l'Homme. Retour des troupes fédérales dans leurs casernes respectives aux différents coins du pays.
- d. Cessation des bombardements aveugles des populations rurales.
- e. Sur la base des trois conditions précé-

dentes, constitution d'une commission nationale de médiation.

Nos troupes s'engagent à respecter ces conditions si le gouvernement fédéral fait de même. Dans le cas contraire, nos troupes poursuivront leur marche sur la capitale du pays.

L'EZLN répète qu'elle respectera les lois de la guerre approuvées par la Convention de Genève, qu'elle respectera les populations civiles, la Croix-Rouge, la presse, les blessés et les troupes ennemies qui se rendront sans combat à nos forces.

Nous lançons un appel spécial au peuple nord-américain et à son gouvernement. Au premier, pour qu'il déclenche des actions de solidarité et d'aide en faveur de nos compatriotes. Au gouvernement nord-américain, pour qu'il suspende toute aide économique et militaire au gouvernement fédéral mexicain, parce que ce gouvernement est un gouvernement dictatorial qui ne respecte pas les Droits de l'Homme, et parce que cette aide servira à massacrer le peuple du Mexique. (...)

Traduction : DIAL, n°1842 (27.01.94)

- (1) EZLN : Ejército Zapatista de Liberación Nacional
- (2) FMLN : Front Farabundo Martí de Liberación Nacional
- (3) URNG : Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque

L'héritage Zapata

À l'heure où la plupart des mouvements armés latino-américains achèvent leur reconversion en partis politiques civils, l'EZLN a déclenché une offensive armée qui menace le Mexique d'un embrasement général. Ni castriste, ni guévariste, ni maoïste, mais zapatiste, l'EZLN renoue avec la révolution mexicaine qui n'avait jamais fait école, occultée par la révolution russe, puis par la révolution cubaine. Cette modernisation du zapatisme trouve un écho continental à la faveur des grandes mobilisations pour la commémoration des 500 ans de luttes indiennes, noires et populaires, qui ont ouvert un nouvel espace de réflexion et d'action, axé sur le refus de l'exclusion et de l'uniformité.

ne le jeune mouvement ouvrier mexicain, la rejoint. En janvier 1915, l'armée libératrice du sud contrôle seule la majeure partie sud du pays et la ville de Mexico, qu'elle abandonne cependant faute de jonction avec le mouvement ouvrier et trahie par la bourgeoisie moderniste.

Le programme zapatiste : « Tierra y Libertad »

Le programme prône la destruction des grandes propriétés foncières, l'allocation des terres aux petits paysans et la restitution des terres communales indiennes volées par les latifundistes aux municipalités. Il propose la création de banques, d'écoles et d'infrastructures en faveur de la paysannerie. Les zapatistes se prononcent aussi en faveur de mesures sociales pour tous les travailleurs, telles que la sécurité sociale, la réglementation des horaires de travail, de l'hygiène et de la sécurité des conditions de travail, ainsi que la reconnaissance juridique des syndicats.

Les alliances

Les zapatistes conditionnent leurs alliances à la promesse de l'application de leur programme, au moins dans les régions du sud qu'ils contrôlent. Ils s'allient avec Madero en 1911, puis avec les madéristes lors du coup d'État militaire de Huerta en octobre 1913. Ils forment le bloc constitutionnaliste avec l'armée de Pancho Villa qui contrôle le Nord et est favorable à la petite paysannerie. Puis, après la défaite de Huerta, ils constituent le bloc conventionniste représentant la majorité de l'assemblée constituante, et hostile au « Président » Carranza, qui craignait une révolution sociale profonde.

Les trahisons

Deux mois après la prise de Mexico, en août 1911, Madero envoie les troupes du général Huerta écraser le mouvement zapa-

tiste. Puis, le 28 janvier 1915, les troupes d'Obregon, venues du port de Vera Cruz (occupée par l'armée des États-Unis) et armées par des puissances étrangères, chassent les zapatistes de Mexico. Le 17 février 1915, elles sont renforcées par 6000 ouvriers des « bataillons rouges », à la suite de l'alliance signée entre Carranza et les anarcho-syndicalistes de la « Maison de l'Ouvrier Mondial », qui assimilent les chrétiens zapatistes et villistes à l'Église catholique réactionnaire.

Les vaincus et les vainqueurs

Au long de l'année 1915, les villistes sont écrasés, puis Villa se retire dans une coopérative agricole où il est assassiné en 1923. En 1919, les zapatistes isolés sont anéantis et Zapata est lui aussi assassiné. La « Maison de l'Ouvrier Mondial » est interdite le 1er août 1916 par un décret de Carranza qui punit de mort les incitateurs à la grève. Carranza est renversé en 1920 par Obregon qui réinstalle le pluralisme. Mais sous l'étiquette travailliste, il perd les élections de 1921 et il est assassiné en 1928. En 1929, le règne du parti officiel commence et perdure avec le « Parti Révolutionnaire Institutionnel ». Après quelques réformes agraires distribuant des terres aux paysans et aux municipalités, les grandes propriétés et les emprises des firmes multinationales se sont considérablement développées par le défrichage : 0,3% des propriétaires terriens possèdent alors 61,9% de la surface agricole utile en 1940.

Fabrice Mignot

Bibliographie

- Julio Godio, *Historia del movimiento obrero latinoamericano*, vol. 1, Ed. Nueva Sociedad, San José de Costa Rica, 1987
- Jesus Silva Herzog, *La révolution mexicaine*, Ed. Maspéro, Paris, 1977

Les frères Zapata

Emiliano et Eufenio Zapata se sont distingués dans l'État du Morelos par leur lutte contre l'emprise des grands propriétaires sur les terres communautaires indiennes, qui ne représentent plus que 1% des surfaces cultivées du Mexique en 1910. En novembre 1910, le libéral Francisco Madero, riche propriétaire, déclenche une insurrection armée contre la dictature de Porfirio Diaz, incapable de résoudre la crise économique qui diminuait les revenus de la bourgeoisie nationale. En mars 1911, les Indiens du Morelos, sous la conduite des frères Zapata, entrent en guerre et s'allient à Madero.

« L'armée libératrice du Sud » du général Emiliano Zapata

C'est une guérilla très organisée dont les soldats n'hésitent pas à redevenir des paysans pour éviter les traques des armées gouvernementales qui massacrent au hasard, s'aliénant ainsi tout soutien populaire. Elle dispose d'un intense réseau d'espions. On y parle le nahuatl, la langue des Aztèques. En 1912, Antonio Diaz Soto y Gama et d'autres anarchistes, dont l'idéologie domi-

Résistance amérindienne

Bobby Castillo, de la Nation Apache, grande figure des luttes amérindiennes, membre de l'American Indian Movement et porte-parole international de Leonard Peltier, est venu en février dernier à Paris après s'être rendu à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève.

Nitassinan-CSIA avait organisé une conférence au cours de laquelle Bobby Castillo a abordé de nombreux sujets, parmi lesquels les événements du Chiapas. Nous vous proposons ici un extrait de son discours.



© Sylvain Duez-Alexandrin

En 1992, nous avions espéré que les choses allaient vraiment changer. Nous avions cru que toutes les manifestations et tout le travail qui avaient été faits contre les célébrations en l'honneur de Christophe Colomb attirerait suffisamment l'attention sur le sort des Amérindiens pour faire advenir ce changement.

Mais ce qui s'est véritablement passé en 1992, c'est que les États-Unis ont adopté une loi qui stipulait qu'ils pouvaient en finir avec n'importe quelle tribu, même s'il existe un traité avec elle.

A la même période, le Mexique a adopté l'article 27 de sa Constitution selon lequel le gouvernement peut s'emparer de n'importe quelle terre indienne lorsqu'il le désire. Cela a abouti à la création de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain qui garantit qu'il y a toujours de «nouvelles frontières» (1) à conquérir et à exploiter, des terres qui sont encore aujourd'hui des possessions indiennes.

L'année 1993 a été déclarée «Année internationale des peuples indigènes» par les Nations Unies, pourtant cela n'a rien changé. Et c'est le 1er janvier 1994 que l'ALENA est entré en vigueur. Les Zapatistes, le peuple Maya-Lacandon du Mexique, ont très bien compris ce que cet accord signifiait. Ils l'ont aussi bien compris car au Mexique il y a 26 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, selon les critères de la Banque Mondiale. Dans la ville de Mexico, vous pouvez voir des millions de personnes, et je ne parle pas de centaines ou de milliers, mais véritablement de millions de personnes qui font les poubelles pour essayer de trouver de la

nourriture pour eux-mêmes et pour leurs enfants. Lorsque vous les dévisagez et que vous regardez au fond de leurs yeux, vous voyez que ce sont tous des Indiens.

Nous ne pouvons pas à proprement parler survivre aux cinq cent années à venir. Et je me demande parfois si nous survivrons aux cent prochaines années. Nous avons un droit à l'existence comme tout autre peuple, mais que ce soit à Pine Ridge, à Big Mountain, au Mexique, au Guatemala, à Belize, en Équateur ou ailleurs, il est très difficile de nourrir nos enfants, nos familles. Au Mexique, une poignée de personnes possède la majorité des terres et les Indiens sont forcés de cultiver pour ces



por los que
huyen de
la represión y
de la muerte

propriétaires. Ils sont obligés de cultiver ce que ces propriétaires désirent et non pas le maïs, le haricot ou la courge qui sont leurs cultures traditionnelles de subsistance. Ils doivent produire du café, des bananes, ou d'autres denrées d'exportation, ces mêmes produits que vous trouvez sur vos marchés, qui vous inondent, que vous achetez en grande quantité et que vous laissez parfois pourrir dans vos cuisines.

J'étais récemment aux Nations Unies. Au sujet de l'affaire du Chiapas, que va-t-il se passer ? Ils vont peut-être passer une résolution ? ils vont pondre des bouts de papier,

mais ce papier, ce n'est rien, ce ne sont pas des tortillas (2), et ce n'est pas avec cela que nous allons nourrir nos peuples. Tout ça n'est que langue de bois !

La révolution mexicaine

Au début de ce siècle, il y eut une révolution au Mexique, qui réclamait une réforme agraire, une vraie lutte indienne. Cette révolution était en fait composée d'Indiens qui avaient décidé de reprendre en main leur territoire, de reconquérir les terres auxquelles ils avaient droit. Deux noms de combattants sont restés célèbres : dans le Nord celui d'un Indien Yaqui, Dualito Durango, plus connu en tant que Pancho Villa, et dans le Sud, celui d'un Indien Nahuatl, Emiliano Zapata. Ces deux personnages se sont battus en faveur des Indiens et se sont rencontrés en prison, tout comme Russel Means et Dennis Banks (3). Ils avaient compris qu'il leur fallait créer de meilleures conditions de vie pour leurs enfants, alors ils se sont lancés dans une révolution. En 1917, les États-Unis ont envahi le Mexique en envoyant des troupes de l'armée fédérale commandées par le général Pershing pour mater cette révolte. En fait, les USA voulaient s'assurer que cette révolution tournerait court car toute leur économie était basée sur l'exploitation des richesses de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. Ils ont fait assassiner Pancho Villa ainsi qu'Emiliano Zapata. Ce dernier fut tué alors qu'il se rendait au palais présidentiel mexicain où il avait été invité.

Depuis le président Lazaro Cardenas, le père de Cuauthemoc Cardenas (celui-là

même qui se présente aux élections présidentielles cette année), le gouvernement mexicain commet un coup d'état permanent contre cette révolution indienne. Tous les présidents mexicains depuis cette période ont été éduqués aux USA, tout comme la plupart des dictateurs d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale qui ont été formés à l'exploitation et au massacre des peuples indiens. Le gouvernement du Mexique a créé une situation où le pays exporte plus de 70% de sa production agricole alors que la majorité de sa population meurt de faim. On sait aussi que le Mexique est l'un des plus gros producteurs de pétrole au monde, mais n'arrive pas à exploiter suffisamment ce pétrole pour payer les intérêts de son endettement.

La révolte dans le Chiapas

Le peuple du Mexique, les peuples indiens (car le Mexicain n'est pas un Espagnol, c'est un Indien *Mexica*, un *Mexicano*) seront toujours debout. Aujourd'hui ce sont les Zapatistes qui se sont soulevés. Même si la plupart d'entre eux ne possédait que des imitations de fusil sculptés dans des morceaux de bois, ils ont su faire face. Beaucoup de gens pensent que ce qu'ils ont fait est un peu stupide car ils ont sacrifié leur vie. Mais ils ont eu raison d'agir de la sorte car ils ont attiré l'attention du monde entier sur le sort des Indigènes de l'hémisphère occidentale et plus spécialement sur leurs problèmes au Mexique.

On a pu entendre les organisations de défense des Droits de l'Homme, et même certaines organisations indigènes, demander l'ouverture d'un dialogue de paix entre le gouvernement mexicain et les Indiens. L'American Indian Movement soutient, lui, la lutte armée des peuples indigènes de par le monde. Ils veulent que nous

ouvrons un dialogue de paix avec eux car ils savent que nous souffrons, mais ils veulent que nous souffrions en paix. Récemment le gouvernement a reconnu que les Indiens avaient des revendications légitimes. Il déclare cela car de nombreux observateurs internationaux et toutes ces ONG de défense des Droits de l'Homme sont actuellement sur place, mais dès que ces organisations quitteront le pays, les escadrons de la mort, dont nous connaissons l'existence au Mexique, vont commencer leur sale travail.



Tous les gouvernements coloniaux du monde occidental nous ont menti pendant cinq cents ans. Pourquoi changeraient-ils de comportement aujourd'hui ? Les gens à travers le monde ne se rendent pas compte que nous, les Indiens, nous formons encore la majorité de la population de l'hémisphère occidental.

Je me suis souvent rendu au Mexique, au Guatemala, et j'ai travaillé avec ceux qui sont en lutte dans ces pays. Je sais exactement ce qu'ils ressentent et à quoi est due leur révolte. Ils luttent contre l'oppression

qu'ils subissent. Ils combattent parce que leurs frères, leurs pères, leurs mères, toute leur famille a faim et ils savent qu'ils ont droit à une vie meilleure.

La responsabilité de l'Église

Tout le monde est satisfait à l'idée que l'Église catholique aide le gouvernement à régler ce problème. Mais on oublie un peu trop facilement que cette même Église est responsable de la souffrance imposée aux peuples indiens. Je n'imagine pas l'Église catholique se mettre à fondre l'or de ses lieux et objets de culte, de ses autels (cet or qui avait été volé sur nos terres, sur nos sites funéraires, etc.) et le vendre pour pouvoir acheter de la nourriture et la distribuer aux Indiens qui ont faim.

Moi, je suis Apache et je sais très bien ce que le Vatican est en train de faire cette année à l'un des sites les plus sacrés de mon peuple (4).

L'Église catholique ne s'intéresse pas à nous. Ce qu'ils veulent, c'est que l'on s'agenouille devant eux en attendant leur bénédiction et que nous leur donnions nos dernières pièces, l'aumône pour assurer leur fonctionnement.

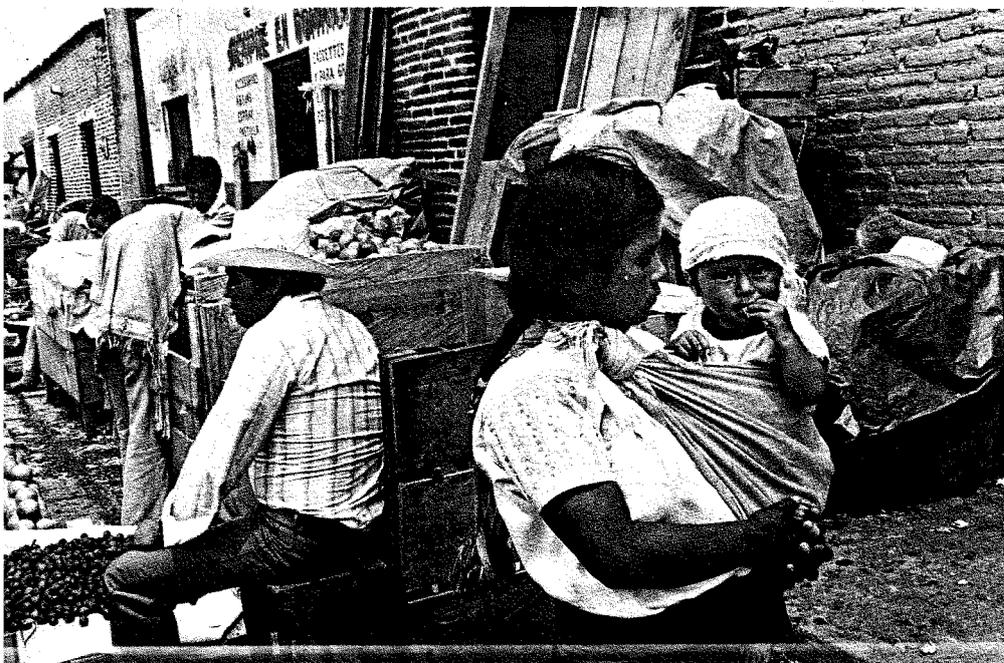
Organisation et solidarité amérindienne

En 1992, lorsque le gouvernement des États-Unis a envahi les terres des Western Shoshone, j'ai organisé un groupe de 19 personnes qui en trois heures étaient sur place pour défendre ce territoire. Même si moi je n'ai pas envie de retourner en prison, et aucun de ceux qui m'accompagnaient non plus, nous avons pris ce risque et même celui de perdre notre vie. Car nous savions qu'il faut mettre un terme à tout cela une fois pour toutes. Voilà précisément ce que déclarent les Zapatistes à l'heure actuelle. Comme Emiliano Zapata l'a si bien dit : « Mieux vaut mourir debout que de vivre à genoux. »

De toutes façons, nous les Indiens allons tous finir par mourir, que ce soit de faim, de malnutrition, ou par les balles de leurs assassins. Alors, quitte à mourir, autant le faire en se révoltant pour essayer de stopper l'oppression que nous subissons toujours. La violence n'est pas quelque chose que les Indiens désirent. La violence nous a été imposée, et la seule façon de l'arrêter, c'est de la leur rendre.

C'est très dur de voir tous ces Indiens, sur leurs territoires, le dos courbé, sans espoir, lorsque l'on observe que s'ils sont ensemble, tous solidaires, ils peuvent se

Marché à San Cristobal de Las Casas (Chiapas) © Christophe Kuhn. Droits réservés.



redresser. Et c'est bon de voir, comme dans le Chiapas, qu'ils le comprennent. Sitting Bull, lui, avait bien compris ce que les Blancs nous faisaient. Il avait observé leur tactique qui est de « diviser pour mieux régner ». Il avait déclaré que les peuples indiens étaient comme une main : ouverte, il est possible de briser ses doigts un à un, mais en regroupant les doigts cela vous donne un poing. Et un poing, cela vous donne du pouvoir, de la force. Aujourd'hui, pour nous les Indiens de l'hémisphère occidental, il est temps de nous unir pour refermer ce poing pour être enfin plus puissants. Mais attention, nous ne voulons pas être puissants à la manière des USA ou même de la France qui accumulent de l'armement, des avions de combats, des armes nucléaires. Nous ne voulons pas qu'une partie du monde exploite l'autre par la violence, la terreur et le terrorisme, et c'est exactement ce que font ces gouvernements. Nous, Amérindiens, nous disons : « All my relations », nous sommes tous parents, tous enfants d'un même créateur. Que ce soit le peuple noir, rouge, jaune, blanc, nous sommes tous les fils de la Terre. Quel serait l'intérêt d'avoir un monde dans lequel il n'y aurait que des armes nucléaires et de la violence partout ? Par contre, il serait préférable de protéger une planète où l'eau serait pure, où la nature serait préservée et où l'environnement serait sain. Voilà en fait de quoi il s'agit vraiment... Voilà tout ce que nous voulons.

- (1) Référence à la frontière de l'Ouest américain toujours repoussée (NDLR)
- (2) Galette de maïs, base de l'alimentation traditionnelle.
- (3) Militants amérindiens aux États-Unis, co-fondateurs de l'AIM dans les années 70 (NDLR)
- (4) Le Mont Graham (cf. Nitassinan n° 35) (NDLR)

Traduction simultanée : Catherine Leterrier, transcription et mise en forme : Sylvain Duez Alesandrini et Barbara Pagel

Nous remercions Bobby Castillo pour la confiance qu'il nous accorde et pour avoir accepté de venir en France, malgré un emploi du temps chargé. Nous remercions également les abonnés qui ont répondu à notre appel et nous ont ainsi permis de financer son déplacement.

Les médias et la révolte du Chiapas

« Seules quelques informations parviennent aux publics européen et américain. Personne n'a dit que le sous-commandant Marcos avait demandé l'autodétermination pour les peuples indiens, ni que les Maya au Mexique, à Belize, au Guatemala, s'étaient unis dans un front commun pour recouvrer la souveraineté sur leurs terres et redevenir une vraie nation.

Très peu d'informations filtrent. Mais Il est quand même difficile de cacher le fait qu'on se livre à des bombardements quelque part sur la planète. Les médias et les organisations de défense des Droits de l'Homme sur place en parlent mais ne vous disent en fait que ce qu'elles veulent que vous sachiez.

On n'annonce pas que dans le Morelos, le Guerrero ou le Guadalajara, l'armée a aussi assassiné et massacré de nombreuses personnes. On s'est focalisé sur le Chiapas et on a étouffé le reste. On ne vous a pas dit qu'une véritable révolution est en train d'éclater sur tout le territoire du Mexique. Ni que dans le sud-ouest des États-Unis, le peuple chicano, qui est véritablement un peuple indigène, composé de plus de vingt trois millions de personnes, en a assez de ce qui se passe et qu'il est en train de s'organiser et de planifier des actions.

Jeudi dernier, j'étais à l'ONU et j'ai voulu me rendre à une réunion concernant les

peuples indigènes mais je n'ai pas pu y participer car seuls les représentants des gouvernements officiels étaient autorisés à y assister, pas les délégués des peuples indigènes. Ce qui se passe actuellement représente une menace pour les intérêts des grandes entreprises internationales et le monde des affaires et la meilleure chose à faire pour eux est d'occulter ce qui est en train d'arriver en ne laissant filtrer que peu d'informations, dans l'attente que l'attention des media décroisse pour pouvoir ensuite trouver les leaders et les assassiner, dans l'espoir de mettre un terme à ces révoltes.

J'espère que vous apporterez votre soutien aux luttes indiennes qui se déroulent actuellement, que ce soit en Amérique du Sud, centrale ou du Nord. Rester silencieux, c'est approuver ce que fait votre gouvernement ou d'autres qui perpétuent la souffrance et le génocide de ces peuples. Que ce soit en faveur des peuples en Afrique, des Kurdes ou d'autres peuples, vous devez vous exprimer et essayer de faire quelque chose. Si moi, je peux faire ce que je fais, vous aussi vous pouvez le faire. Merci.

Traduction de la déclaration de Bobby Castillo du 26 février 1994 : Alexandra Rose

Transcription : Sylvain Duez Alesandrini

ACTION CHIAPAS

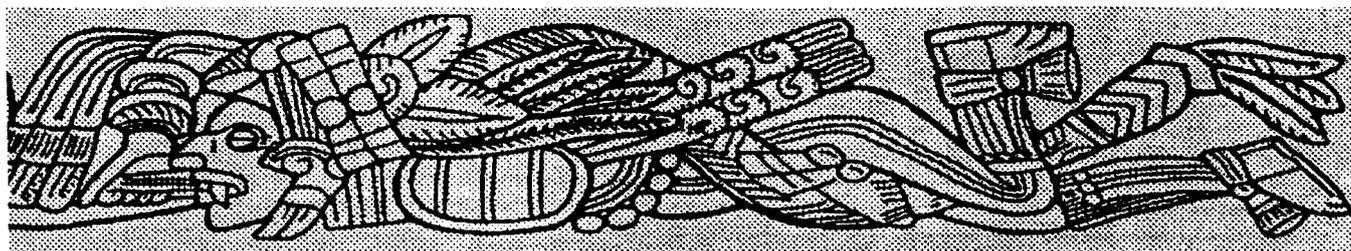
Nitassinan vous invite à écrire, téléphoner, faxer aux adresses suivantes afin de transmettre vos commentaires aux officiels mexicains pour démontrer que le monde entier reste attentif au sort que le Mexique réserve à ses populations. Demandez principalement que les Droits de l'Homme soient respectés et que les revendications indigènes (territoriales, économiques, culturelles et autres) soient prises en compte au plus haut niveau de l'État.

• *Presidente Salinas de Gortari, Palacio Nacional, 06067 Mexico DF, Mexique. Fax 011 525 2711.*

• *M. l'Ambassadeur du Mexique, Ambassade du Mexique, 9 rue de Longchamp, 75016 Paris Tél. 45 53 76 43 - Fax 47 55 65 29*

• *Attaché militaire de l'Ambassade du Mexique. Tél. 47 04 47 09 - Fax 45 53 50 78 (protestez contre les exactions et la répression sanglante commises par l'armée fédérale mexicaine dans l'État du Chiapas et principalement contre les bombardements effectués début 1994 sur des zones civiles).*

Nous communiquer, SVP, une copie de toute réponse écrite.



Détournement de l'aide américaine

Dans cette lettre ouverte au Président Clinton du 13 janvier 1994, publiée par le journal mexicain *La Jordana*, les insurgés du Chiapas dénoncent l'utilisation par le gouvernement mexicain d'armes américaines destinées à la lutte contre le narcotrafic pour réprimer les populations civiles.

A Monsieur Bill Clinton, Président des États-Unis d'Amérique,
Au Congrès américain,
Au peuple des États-Unis d'Amérique

Messieurs,

Nous nous adressons à vous pour vous faire savoir que le gouvernement fédéral mexicain utilise l'aide économique et militaire qu'il reçoit du peuple et du gouvernement des États-Unis d'Amérique pour massacrer les Indiens du Chiapas.

Nous souhaiterions savoir si le Congrès américain et le peuple des États-Unis d'Amérique approuvent le détournement de cette aide militaire et économique destinée à combattre le trafic de drogue et qui assassine aujourd'hui les Indiens dans le sud-est du Mexique. Troupes, avions, hélicoptères, radars, appareils de communication, armes et équipement militaires servent non pas à poursuivre les narcotrafiquants et les grands chefs des mafias de la drogue, mais

à réprimer le juste combat du peuple mexicain et des Indiens du Chiapas et à assassiner des hommes, des femmes et des enfants innocents.

Pour notre part, nous ne recevons l'aide d'aucun gouvernement, individu ou organisme étrangers. Nous n'avons aucun lien avec le trafic de drogue ou le terrorisme national ou international. Nous faisons face seuls pour remédier à nos immenses difficultés. Nous sommes las de tant d'années de mensonges et de mort. Nous sommes en droit de lutter dignement pour notre vie. Nous avons toujours respecté les lois internationales de la guerre, en épargnant les civils.

En offrant leur soutien au gouvernement mexicain, le peuple et le gouvernement américains ont les mains tachées de sang indien. Nous aspirons, comme tous les peuples du monde, à une liberté et à une démocratie véritables. Nous sommes prêts à donner notre vie pour y parvenir.

Ne vous tachez pas les mains avec notre sang en vous rendant complices du gouvernement mexicain.

Rédigé dans les montagnes du sud-est mexicain

*Le Comité clandestin révolutionnaire indien.
Le Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale, Mexique, janvier 1994.*

SACRED RUN

Suite à l'annulation de la course en Afrique du Sud, Dennis Banks et son équipe auraient décidé de porter le message de la S.R. au sud du Mexique et au Guatemala...

A suivre...

Le Maïs et le « nouvel ordre »

La récente explosion zapatiste dans l'État du Chiapas, au Mexique, ainsi que les luttes indiennes et paysannes au Guatemala ont pour toile de fond commune les vastes restructurations qu'impose le « nouvel ordre économique mondial ». Dans les deux cas, il s'agit d'une lutte implacable pour la terre, d'un projet de développement capitaliste sauvage pour les uns, d'une question de survie pour les autres. Même s'ils ne suivent guère les aléas des grandes stratégies économiques, Indiens et paysans, laissés-pour-compte du progrès et de la modernisation, perçoivent fort bien « à quelle sauce on voudrait les manger ».

Au Mexique, la réforme constitutionnelle, en particulier sur l'*ejido* (une des formes de la propriété sociale de la terre, conquête majeure de la révolution de 1910-1920, synonyme de réforme agraire) promulguée le 6 janvier 1992, libéralise le marché de la terre dans l'esprit de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Cette privatisation entraînera, à terme, l'expulsion des petits paysans. Au Guatemala, le projet de la frange transversale nord (FTN) relève d'une logique du même type.

Pour bien comprendre les enjeux de la période pour les « hommes de maïs » que demeurent les Indiens, il n'est pas inutile de rappeler un extrait du document dit de Santa-Fé II (1), définissant la politique des États-Unis pour les années 90 à l'égard de l'Amérique latine : « La terre, le climat et les coûts relatifs de la main-d'œuvre et de la technologie donnent aux États-Unis l'avantage, en matière de coûts de production pour les céréales et les grains, sur le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes (...). Pourtant, le maïs et le haricot en grain sont des produits de base dans nombre de ces pays. Les petits agriculteurs du Guatemala et du Costa-Rica pourraient obtenir de meilleurs gains s'ils se transformaient en producteurs de melons, d'asperges, de framboises, etc. pour les vendre aux États-Unis et pouvoir acheter du maïs importé des États-Unis (...) »

Maurice Lemoine (article paru dans le Monde Diplomatique, février 1994)

(1) Document dit de Santa-Fé II, Une stratégie envers l'Amérique pour les années 90, proposition n° 6 de la stratégie économique, DIAL n° 1369, Paris, février 1989.

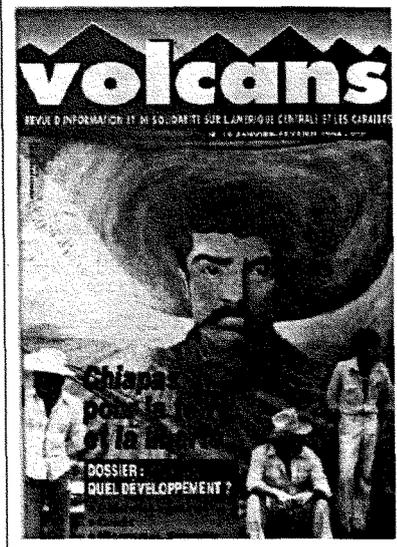
Volcans

La revue *Volcans* est éditée par un collectif d'associations regroupant : le Comité de coopération scientifique et technique France-Nicaragua, le Comité de solidarité avec le Nicaragua (CSN), le Comité de solidarité avec le peuple du Salvador (COSOPES), Enfants du Salvador, Information Mexique, Solidarité Oscar Romero. *Volcans* est une publication de qualité ayant pour but d'informer le public et les militants français sur l'actualité et la solidarité en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

Contactez :

EDREV (Edition Diffusion de la revue *Volcans*), 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Nous vous recommandons la lecture du n°10 dont la Une est consacrée aux événements du Chiapas : « Pour la terre et la liberté ».



Remaniement constitutionnel et privatisation des terres communautaires

Le Président Salinas a orchestré un remaniement de la Constitution visant à rendre celle-ci compatible avec l'ALENA. L'EZLN dénonce l'accord de libre-échange comme étant « l'arrêt de mort » des Indigènes du Mexique et a appelé à des élections libres et démocratiques.

L'article 27 de la Constitution qui régit la loi agraire a subi deux modifications significatives. La première rend possible la privatisation des *ejidos* qui sont le fondement de la redistribution des terres pour laquelle les Mexicains se sont battus pendant la révolution de 1910. Les *ejidos* sont des terres possédées en commun par un groupe de paysans ou par une communauté indienne.

La possibilité de privatiser les *ejidos* va rendre la campagne mexicaine encore plus vulnérable à la concentration des terres entre les mains d'une élite nantie. Avant ce remaniement constitutionnel, les droits sur les *ejidos* pouvaient se transmettre de génération en génération, mais ne pouvaient pas être vendus. La privatisation des *ejidos* va permettre aux grands propriétaires terriens de faire main basse sur les petites exploitations agricoles. On peut la comparer avec la loi Dawes qui, aux États-Unis, démantela les terres communautaires indiennes et attribua des parcelles de terrain à des particuliers. Un énorme pourcentage des terres indiennes fut ainsi perdu car cette privatisation ouvrait la voie à la vente de terrains aux intérêts forestiers et pétroliers.

La deuxième modification opérée dans la Constitution mexicaine a pour conséquence de ne plus garantir le droit à la propriété de la terre. Auparavant, si tous les Mexicains ne possédaient pas de terres, ils avaient le droit d'en réclamer. À présent, avec 2 millions et demi de paysans encore en attente de terres, c'est sans espoir.

La fin des petites exploitations agricoles

L'ALENA menace non seulement les communautés indiennes, qui vont perdre leurs terres au profit des grands propriétaires et des investisseurs étrangers, mais il menace également les moyens de subsistance des petits agriculteurs. Avec la baisse des tarifs protectionnistes, il sera moins onéreux d'importer des USA les denrées de base comme le maïs que de les acheter aux paysans locaux.

Les communautés indiennes ont été installées de force sur les terres les moins fertiles du Mexique. Les investissements gouvernementaux en matière d'agriculture se font au bénéfice des grands propriétaires terriens, délaissant

LA TIERRA ES DE TODOS



les petits fermiers, ce qui a miné l'agriculture paysanne depuis 1917. L'un des objectifs de la Révolution mexicaine était de démanteler les grands holdings fonciers appartenant à l'élite dirigeante.

Le gouvernement a essayé de faire passer l'insurrection du Chiapas pour un incident local et isolé. Ce n'est pas le cas. En choisissant le nom de Zapatistes, les Maya du Chiapas font non seulement référence à un héros indigène mais aussi aux promesses de la Révolution mexicaine : « La terre et la liberté ». L'insurrection du Chiapas était programmée pour coïncider avec la mise en application de l'ALENA et diffuser un premier appel à des élections démocratiques.

Enfin, l'appel à des élections démocratiques lancé par l'EZLN est un affront direct au Parti Révolutionnaire Institutionnel. Le PRI contrôle la politique mexicaine depuis la révolution. De nombreux critiques ont dénoncé les élections frauduleuses qui ont amené l'actuel président au pouvoir. De nouvelles élections présidentielles doivent se tenir au mois d'août prochain.

À ce jour, le PRI n'a pas jugé nécessaire la présence d'observateurs internationaux durant les élections.

Ecrivez au Président Salinas pour exiger la présence d'observateurs internationaux au Chiapas, afin d'obtenir que soit mis un terme aux exactions de l'armée, ainsi que la présence d'observateurs internationaux pendant les élections du mois d'août : Presidente Carlos Salinas de Gortari, Palacio Nacional, 06067 Mexico D.F., Fax : 011-525-2711

Article de Naomi Mudge paru dans « Threshold », publication de la « Student Environmental Action Coalition » (Réseau qui fédère des groupes et des associations de jeunes et d'étudiants luttant pour la sauvegarde de l'environnement aux USA). L'édition 1994 est consacrée aux problèmes indigènes dans les Amériques.

Student Environmental Action Coalition, Southwest, P.O. Box 1891, Tucson, Arizona 85702-1891, USA

Traduction : Barbara Pagel

DEMANDE D'ENQUETE SUR LES EFFETS DE L'ALENA

Le Conseil International des Traités Indiens (IITC) est une organisation non-gouvernementale regroupant des représentants amérindiens de la totalité du continent. Cette ONG amérindienne a obtenu en 1977 un statut consultatif au sein des Nations-Unies, et c'est en partie grâce à cette organisation qu'un groupe de travail sur les peuples indigènes a été formé il y a plus de dix ans à l'ONU.

Suite aux événements du Chiapas, IITC demande que les gouvernements mexicain, américain et canadien entament au plus vite une enquête dans les différentes communautés indigènes de leur pays respectif et qu'ils étudient et prennent en compte les conséquences de l'ALENA sur les accords et traités passés avec les peuples amérindiens.

Vous pouvez soutenir l'action de IITC en écrivant aux adresses suivantes :

- Presidente Carlos Salinas de Gortari, Placio Nacional, 06067 Mexico D.F. Mexique
- President Bill Clinton, the White House, 1600 Pennsylvania Avenue, Washington DC 20500, USA
- Monsieur Jean Chrétien, Premier Ministre, Langevin Block, 80 Wellington St., 2nd Floor, Ottawa, ONT K1A 0A6, Canada

Veillez faire parvenir à Nitassinan une copie de toute réponse écrite pour que nous puissions en référer à IITC.

MEXIQUE : MERCI LA FRANCE !

Les blindés utilisés pour réprimer la révolte des Indiens du Chiapas étaient des ERC 90 ou des M11 vendus par la France à l'armée mexicaine. Merci au pays des Droits de l'Homme !

Source : Silence n° 176, avril 94

Pour suivre l'actualité du Mexique

vous pouvez contacter le Comité européen pour la défense des Droits de l'Homme au Mexique. Ce Comité a été créé en 1990 et son but est de dénoncer, au niveau européen, la répression et la violence du gouvernement mexicain, grâce notamment à son bulletin édité en français et en espagnol Mexico desconocido / Mexique inconnu.

Pour de plus amples renseignements :
Comité Européen pour la défense des Droits de l'Homme au Mexique, 43 ter rue de la Glacière, 75013 Paris.

Solidarité indienne Nord-Sud

Dans un article publié par *Indian Country Today* le 26 janvier 1994, Winona Laduke, activiste Ojibway et journaliste originaire de la réserve de White Earth, exprime les préoccupations des Indiens nord-américains, notamment ceux du Minnesota, face à la violence qui déchire le Mexique et leur solidarité avec la lutte des Indiens du Chiapas. Elle dénonce ici l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA), cause profonde de la révolte.

Au Mexique, des Indiens sont tués pour avoir tenté de protéger leurs terres. Il est du devoir des représentants du Minnesota au Congrès de demander au Président Clinton d'intervenir diplomatiquement afin d'empêcher l'armée mexicaine d'exterminer les Indigènes qui protestent contre leurs mauvaises conditions de vie et la perte de la protection que la Constitution garantissait à leurs terres.

Le sénateur Wellstone, le député Peterson, et tous ceux qui se sont si fortement opposés à l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA) devraient reconnaître que c'est là une conséquence de l'accord et poursuivre une opposition de principe en s'élevant contre les atteintes aux Droits de l'Homme, telles qu'elles sont maintenant démontrées par ces événements.

Depuis le premier jour de l'année, les Indiens de l'État du Chiapas se sont soulevés pour attirer l'attention sur leur situation. Dans la seconde semaine de janvier, ils avaient pris le contrôle d'une partie du Chiapas. La rébellion a coûté des centaines de vies humaines, surtout parmi les populations locales. N'est-ce pas là cher payer pour la liberté du commerce ?

La question des terres

La première cause du soulèvement est un changement unilatéral de la Constitution mexicaine, imposé par le gouvernement Salinas pour se conformer à l'ALENA. Ce changement autorise la vente de terres traditionnellement détenues par des communautés indigènes, transformant de nombreux Indiens en réfugiés.

À la suite de la révolution mexicaine, la réforme agraire avait établi le système des *ejidos* selon lequel chacun avait droit à une parcelle de terre. Salinas a aboli ce système, en vue de l'ALENA. Des milliers de personnes sont chassées de leurs terres. Quinze mille d'entre elles sont des Indiens, en majorité des Chamula du Chiapas. Ils ont commencé à s'installer à la périphérie de villes comme San Cristobal, dans ce qui est maintenant connu comme la « ceinture de la misère ». Ce sont les « expulsés de l'ALENA » comme ils se nomment eux-mêmes.

Quand les Indiens tentent de revenir, ils sont écrasés par une poigne de fer. Au Chiapas, durant ces deux dernières années, on estime que 6000 Indiens ont été arrêtés et emprisonnés.

L'ALENA, un problème du Nord au Sud

Au Mexique, le changement dans le régime de propriété des terres permet aux individus de vendre leurs terres et autorise la privatisation des terres tenues en commun.



Winona Laduke

Le « White Earth Land Recovery Program » (1) apporte son soutien aux peuples indigènes en lutte contre l'ALENA. L'effet à long terme de la perte de leurs terres sera la destruction à la fois culturelle et physique de ces peuples. Une loi semblable, appelée « Nelson Act », avait été adoptée il y a un siècle pour la réserve de White Earth. Ce décret illégal du gouvernement américain faisait éclater la réserve en parcelles de terres individuelles appelées « lots ». Ces lots furent perdus à cause des taxes à payer, de la vente, de la confiscation et du vol. Au final, 90% de nos terres sont passées aux mains des non-Indiens. Les trois-quarts de notre peuple sont devenus des réfugiés et trois générations ont été maintenues dans la pauvreté. À l'échelon national, une loi semblable, le « General Allotment Act » de 1889 (partage des terres tribales en lots

individuels) a eu pour conséquence la perte des deux tiers des terres des réserves des États-Unis.

Les Indigènes d'Amérique du Nord comprennent fort bien ce qui se passe au Mexique. Nous l'avons nous-mêmes vécu et c'est la cause de beaucoup de nos problèmes.

Des leaders nationaux des peuples indigènes du Canada ont demandé au gouvernement canadien d'intervenir diplomatiquement. Le 7 janvier à Ottawa, Ovide Mercredi, grand chef de l'Assemblée des Premières Nations, a critiqué le gouvernement mexicain pour sa répression impitoyable de l'insurrection zapatiste.

« Nous comprenons les origines de la violence et je peux dire que vouloir mettre fin à la violence par une violence supérieure, en excluant la justice, n'est pas une solution » a déclaré M. Mercredi. Il qualifie les actions du gouvernement mexicain contre les Indiens, dont des tirs de rockets et des attaques aériennes sur une zone peuplée à 70% d'Indigènes, d'« escalade dans la violence », et il remarque que ces actions révélaient « l'intention du gouvernement d'anéantir toute résistance ».

Ovide Mercredi, Ron George, président du Conseil des Indigènes du Canada, et d'autres personnes ont manifesté à l'ambassade du Mexique à Ottawa, protestant contre le bombardement des villages jugé comme réponse inappropriée aux revendications territoriales.

Des leaders indigènes des États-Unis ont également demandé que le gouvernement américain s'oppose aux violations des Droits de l'Homme perpétrées pour mettre en œuvre l'ALENA.

Alors que les Nations-Unies proclamaient récemment une Décennie des Peuples Indigènes, le Minnesota et les représentants nationaux qui se sont si fortement et si courageusement opposés à l'ALENA doivent rester fermes sur ces principes et poursuivre leur combat pour la paix et la justice.

Traduction : Monique Hameau

(1) dont Winona Laduke est directrice

John Trudell, les mots pour armes

À Paris pour promouvoir la sortie de son nouveau CD Johnny Damas and me, le poète sioux santee John Trudell a accepté de nous rencontrer. Homme d'expérience, de lutte et de lucidité, il a désormais choisi de combattre avec ses mots. Une rencontre passionnante et chaleureuse.

Nitassinan - Tu es ici pour la promotion de Johnny Damas & me. Excepté le titre qui nomme l'album, l'ensemble des textes de ce disque semble plus paisible...

John Trudell - Je n'y ai pas pensé de cette façon. Je savais que je ne voulais pas refaire le même disque que le précédent (*Aka Graffiti Man*). Mais j'exprime cette même réalité dont il est nécessaire de parler. Je ne l'ai pas volontairement réalisé plus paisible. C'est une continuation. Il est vrai qu'il y a plus de chansons qui seront perçues comme des « chansons d'amour ». Cela explique sans doute que le disque paraisse plus paisible. Et si c'est le cas, c'est bien !

N. - Cela ne tient-il pas également aux arrangements ?

J.T. - Oui. Nous en avons mis plus sur cet enregistrement. Le disque est plus musical. Nous avons plus utilisé les voix en harmonies et on a davantage travaillé sur la musique.

N. - Il semble qu'il y ait une plus grande implication des musiciens et particulièrement de ton guitariste, Mark Shark...

J.T. - Oui. Le premier album remontait aux débuts de nos enregistrements. Ceux de *Aka Graffiti Man* et *Heart Jump Bouquet*, avec Jesse (Jesse Ed Davis, guitariste Indien, ami de John et aujourd'hui disparu N.D.L.R.)



© C. Hourvian

étaient présentés complètement différemment. Plus basiques. Nous les souhaitons ainsi afin de permettre une évolution en ajoutant d'autres composantes. *Johnny Damas* est plus proche de ce que nous ferons à l'avenir. J'ai amené certains aspects comme les voix « tribales » et le développement musical, et nous avons ajouté harmonies et voix. C'est une progression.

N. - On nous a beaucoup demandé où et comment trouver vos anciens enregistrements ainsi que ceux de Jesse Ed Davis. Penses-tu qu'ils soient réédités ?

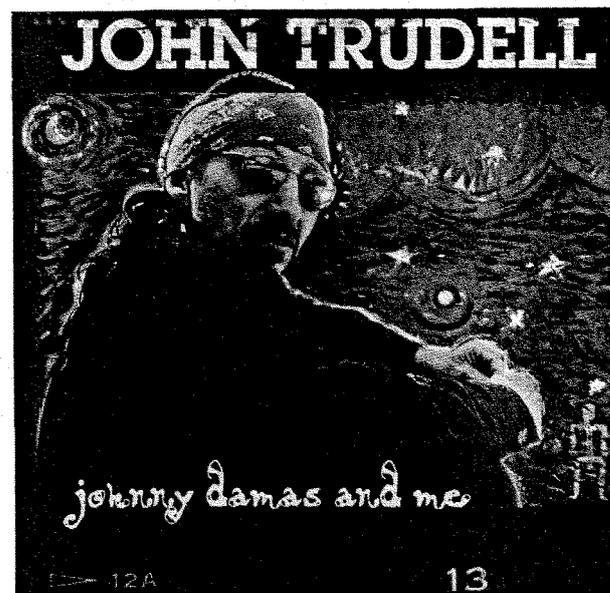
J.T. - Oui. Je ne sais pas quand, mais tous nos enregistrements originaux seront réédités un jour.

N. - C'est une agréable surprise de constater que ce disque fait une large place aux femmes. Elles sont au centre de nombre de tes chansons qui contiennent des voix féminines.

J.T. - Oui. La réalité de ce qui arrive aux femmes dans ce monde ne peut être ignorée. Je vois les interconnexions entre notre relation à la planète, la Terre-Mère et notre relation aux femmes. Pour moi, tout est lié. Ma vision des choses c'est que si nous trouvions vraiment une manière de traiter des deux sexes, ce serait lié à la façon dont nous traitons la terre. C'est, à ma façon, un mode de reconnaissance de la lutte et de la place des femmes dans ce monde.

N. - Comment définirais-tu ce qu'est « être Indien » à l'aube du XXI^e siècle ?

J.T. - Je ne sais vraiment pas. Je suis ici, maintenant, c'est comme ça. Nous sommes toujours là, comme nous l'avons été au tournant de chaque siècle. À l'approche du XXI^e siècle, la technologie et sa terminologie sont en train de changer. Mais les schémas de base de la vie et des comportements dans un système autoritaire restent les mêmes. Mais nous survivons encore, en dépit de cela.



N. - C'est un message d'espoir ?

J.T. - Ou de réalisme (souriant). Il ne faut pas oublier que l'espoir est ce qui sortit en dernier de la boîte de Pandore...

N. - Quelle forme de racisme te semble la plus importante aux USA ?

J.T. - Je dirais que c'est la loi et son application. C'est ce qui accompagne et perpétue le racisme. Les lois ont été faites par des racistes qui les ont conçues pour justifier et pérenniser le système. Et les lois racistes ont pour base leurs philosophies religieuses. Le concept d'un dieu mâle dominateur, le concept du système légal et le concept économique. Tout cela prend des noms et des formes diverses, mais la base reste la même.

N. - Dans l'album précédent, ta chanson *Baby boom* Che se moque du rêve américain des années 50/60. Tu es toi-même devenu militant des droits Indiens dans les années 70. Comment cela est-il arrivé ?

J.T. - Je ne sais pas comment cela s'est produit. Je vivais ma vie et elle m'a menée là. Mais il n'y a pas eu un incident qui ait produit le déclic. Je sortais de la communauté tribale et quand elle a commencé à exprimer ses sentiments, j'y ai pris part. C'est ainsi que je suis devenu activiste. C'était le moment et la situation. Quand la communauté a voulu parler, j'étais de ceux qui parlaient.

N. - As-tu été surpris par la violence de la répression gouvernementale après l'occupation d'Alcatraz ou t'y attendais-tu ?

J.T. - Un peu les deux. Vous vous attendez aux choses mais vous êtes quand même surpris quand elles arrivent. Mais l'histoire nous a enseigné ce à quoi nous devons nous attendre... Pour moi, l'histoire est faite d'une série de schémas comportementaux, c'est tout ce qu'elle est, au fond. Mais pour ce qui est de ma vie, oui, je m'y attendais, et oui, j'en ai été surpris.

N. - Avec le recul, quelle est ton analyse de l'action de l'AIM ?

J.T. - Cette expérience... ce fut plus que l'AIM, ce fut l'expérience globale de toute une communauté qui a pris la parole à cette époque. Ce fut fait dans les tribus, dans l'AIM, dans les organisations politiques et de diverses manières.

À mon avis, l'effet principal a été de renforcer la réalité culturelle et spirituelle à l'intérieur des tribus. Le monde matériel et physique a peu changé. La pauvreté et la répression sont là, sous de nombreuses formes, souvent extrêmes. Culture et spiritualité en ont été revitalisées et, en fin de compte, c'est le plus important. Car la répression a toujours été là, mais pour la première fois, la communauté dans son ensemble, au niveau national, a fait entendre sa voix. De cette expression, notre identité s'est trouvée renforcée.

La répression a été le point de départ de cette prise de parole.

N. - Les forces de résistance ont-elles changé ?

J.T. - Elles changeront toujours. C'est l'évolution. S'il y a une chose que nous avons apprise de notre expérience c'est que, à l'évidence, nous devons sans cesse changer

nos tactiques et nos façons d'aborder les choses. Car nous avons en face de nous une mentalité répressive. Il n'y a pas maintenant, aux États-Unis, d'organisation activiste militant à l'échelle nationale... Parce que c'est trop dangereux !



N. - Et trop facile à frapper...

J.T. - Exactement. Car centraliser ainsi les choses, c'est s'adapter à un mode de structure issu de vos ennemis et non selon votre propre nature. Donc les choses doivent naturellement être autres, afin que nous puissions aborder les obstacles.

N. - Les élections de Clinton, des démocrates et même d'un sénateur Indien ont-elles changé quelque chose ?

J.T. - Non. Tout le système politique est conçu pour donner l'illusion du changement, pas le changement lui-même. C'est un système d'oppression. Tout le système est basé sur la mentalité d'une petite classe dirigeante, ethnique, industrielle et riche. On peut faire changer les visages, cela ne change pas le système. Car les têtes, même nouvelles, doivent s'adapter au système pour accéder aux postes dirigeants. Pour moi, des Clinton sont probablement plus dangereux que des Bush ou Reagan : en effet, ils se font passer pour l'un des vôtres pour mieux mentir. Des gens comme Bush n'étaient pas « des nôtres », ainsi c'était clair et les mensonges évidents. Aux États-Unis, bien que les gens désespèrent de ne plus croire en rien, ils ne sont pas encore assez désespérés pour agir. Il y a une redistribution des richesses dans le monde qui consolide les positions et la richesse de cette classe ethnique fortunée... Et au diable les autres !

Si ces « autres » n'apprécient pas, l'arsenal législatif est là, prêt à la répression. Il n'y a pas de droits. Ils créent ce que j'appelle le « neon thieftem »... les « ténèbres au néon ». Le fait qu'il y ait des sans-abri, des gens à qui sont déniés les droits élémentaires, ça a toujours été. Si l'on regarde l'histoire de l'Europe, il y a eu régulièrement des masses de gens n'ayant aucun endroit pour vivre et réduits à « survivre ». En Europe, à Paris, Londres... la même chose se répète.

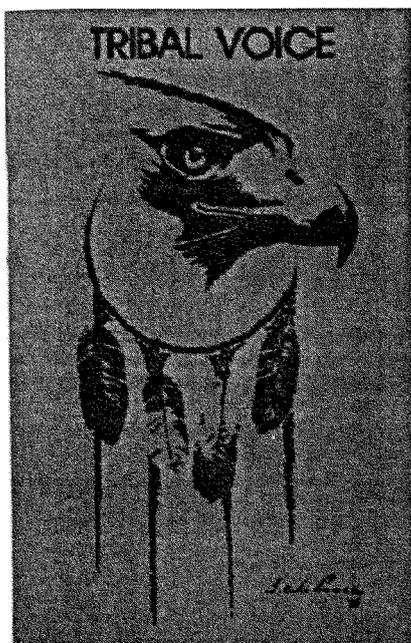
N. - Aux USA, lors de pow-wow, certains Amérindiens, souvent des vétérans du Vietnam, saluent le drapeau et les bannières avec respect. Que penses-tu de cette attitude ?

J.T. - J'en pense que ça existe, mais je ne crois pas que ce soit une position majoritaire dans notre communauté. Pour ce qui est des vétérans, je crois que l'expérience qu'ils ont vécue là-bas les a contraints à croire à quelque chose. Juste pour survivre. Je trouve ça dommage, mais ça existe...

N. - Je pense que ce qui a choqué ceux qui en ont été témoins était surtout que ça se passe pendant un pow-wow...

J.T. - Non, j'aime autant que ça se passe là que dans une quelconque légion ou une brigade de vigiles. Un pow-wow est le lieu où les gens se rassemblent... Ils ont le droit d'exprimer leurs vues, qu'on soit d'accord ou non. Mais cela ne fait pas nécessairement d'eux des ennemis, cela ne signifie pas qu'ils soient « contre nous ». Ce sont





des gens qu'on voit souvent dans les powwow, mais un long processus les a amenés là. Cette attitude existe, c'est vrai.

N. - Tu as participé à deux films de Michael Apted, une fiction *Thunderheart* et un documentaire *Incident à Oglala*. Tu m'avais dit, à leur sortie, il y a deux ans que tu pensais que l'impact réel de ces films viendrait de la vidéo. Qu'en est-il ?

J.T. - Je crois que l'impact vidéo a été important. Lorsque ces deux films sont sortis en vidéo à la location, ils ont été très demandés.

N. - Les demandes de liberté conditionnelle et un nouveau procès pour Leonard Peltier ont été rejetés. Il n'y a donc plus de solution légale pour sa libération...

J.T. - C'est exact. Cela devient donc une question de solution politique... Mais en pratique je ne sais pas comment. En théorie, il est possible de créer la solution politique qui le ferait sortir. Mais en pratique, je ne connais pas la position de l'organisation politique et l'efficacité de la bureaucratie qui entoure Leonard. Il en a besoin pour avoir un impact sur la conscience publique et en théorie il y a toujours des actions en direction du gouvernement qui peuvent être tentées, mais je ne sais pas précisément où en sont les comités de soutien.

N. - On trouve dans les prisons les mêmes groupes minoritaires que dans la société, les clivages sont les mêmes. Que penses-tu de cela ?

J.T. - Je crois que les gens fonctionnent à l'intérieur de leur propre communauté. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de connexions. Mais je ne pense pas que cela entrave l'évolution.

N. - Que penses-tu de la révolte du Chiapas ?

J.T. - (souriant) Ça m'a l'air vraiment bien !

N. - Crois-tu que cela pourrait s'étendre ?

J.T. - Oui. Je crois que cela va se propager, mais pas dans cette forme « romantique » où tous les gens en armes vont se soulever. Cela sera plus subtil, plutôt une prise de conscience.

Ce que je trouve intéressant dans ce qui s'est passé, du Mexique au Canada, c'est qu'ils ont été les seuls à comprendre ce qu'est l'ALENA. Excepté ceux qui l'ont conçu, bien sûr ! (rires). Cet accord consolide les bases économiques de l'impérialisme industriel. Ce qui arrive au Chiapas n'empêchera pas cet empire de s'étendre, le gouvernement mexicain y veille en matant cette rébellion... Mais je dirais, faute de mieux, que l'inspiration viendra de là. Elle prendra d'autres formes et d'autres voies, mais la conscience est là.

N. - Revenons à la musique. Il y a deux ans, il a été question d'une tournée en France.

Nous attendons toujours !

J.T. - J'imagine que cela devrait arriver cette année. Avec la sortie du nouveau CD... Il faut en parler à la maison de disques. S'il y a une opportunité, nous sommes prêts à la saisir, mais ça ne dépend pas de moi... (NDLR : La question a été posée à *Blue Silver/Déclat* qui distribue les albums de John Trudell. Aux dernières nouvelles, la tournée française devrait avoir lieu en septembre...).

Propos recueillis par Dee Brooks.
Remerciements à Christine Nowvian.



Une vie dévastée

Dès son plus jeune âge, John Trudell est confronté aux dures réalités de l'existence. Né en 1946 dans une réserve sioux du Nebraska, il perd sa mère à l'âge de six ans. La famille, la réserve, l'école, la ville et l'armée où il s'engage à dix-sept ans ne sauront remplacer ce refuge perdu trop tôt. À vingt et un ans, il quitte la marine, reprend quelques études techniques et rejoint le pénitencier d'Alcatraz, occupé et symboliquement revendiqué par la communauté indienne militante.

Délogés *manu militari*, les militants indiens de l'AIM font de John leur porte-parole. John rencontre Tina, et l'épouse. Toujours actif, il participe en 1972 à la «marche des traités brisés» qui aboutit à l'occupation du Bureau des Affaires Indiennes à Washington. Le gouvernement parvient à déplacer les luttes indiennes vers les réserves (Wounded Knee) et y traque les leaders. John Trudell a échappé à l'encerclement, il est nommé président de l'AIM, et tente d'échapper à l'implacable répression qui assassine et emprisonne ses leaders. Le 11 février 1979, en signe de protestation, il brûle le drapeau américain devant le building du FBI, lors d'une marche vers la Cour suprême. La nuit suivante, la maison de John et Tina brûle à son tour. Tina, les enfants et la belle-mère de John périssent dans ce que le FBI qualifiera de «tragique accident»... Pour John, il s'agit désormais de survie. Son errance trouvera une issue grâce à l'écriture. En 1981, il publie ses premiers textes. Son ami le guitariste Jesse Ed Davis et quelques musiciens sympathisants de la cause indienne le pousseront à les mettre en musique. De l'insoutenable, un poète est né.

Discographie :

- *Tribal voice*, 1983 (The peace company)
- *Aka Grafitti Man (JT/JED)*, 1986 (The peace company)
- *Heart Jump Bouquet* (John Trudell / Jesse Ed Davis), 1986 (The peace company)
- *... But this isn't El Salvador*, 1987 (The peace company)

Ces cassettes ne sont pas distribuées en France.

- 2 chansons *Crazy Horse* et *Captain Jack* en collaboration avec Tony Hymas sur l'album *Oyate*, 1990 (Nato)
- *Aka Grafitti Man*, 1992 (Ryko)
- *Johnny Damas and me*, 1994 (Ryko)

Barney Bush, un poète shawnee en France

En octobre dernier quatre concerts parisiens ont réuni des musiciens anglais, américains, français et des poètes, chanteurs et musiciens amérindiens. À l'initiative du label NATO et du théâtre Dunois, cette série de concerts intitulée « Left for dead » était dédiée à Leonard Peltier et aux autres « prisonniers du rêve américain ». Nitassinan-CSIA était présent pour informer le public sur la situation des Amérindiens et l'affaire Peltier. Barney Bush, poète et chanteur shawnee, Tony Hymas, pianiste et compositeur anglais, Ed Tate Nevaquaya, musicien comanche, Merle Tendoy, musicien cree, et Geraldine Barney, chanteuse dineh (navajo) ont répondu à nos questions.

Nitassinan - Vos deux CD « Remake of the American Dream » sont un mélange de la musique des Indiens d'Amérique et de musique plus « moderne ». Qui est à l'origine de ce projet ?

Tony Hymas - L'idée est venue de Jean Rochard (du label Nato qui édite les deux CD), il y a environ trois ans et demi.

N. - En combinant deux musiques si opposées, vous êtes parvenus à donner naissance à quelque chose de nouveau...

Barney Bush - Cette recherche est doublement excitante. D'une part, elle donne au son des Indiens une opportunité de toucher un public plus large. D'autre part, elle crée une nouvelle musique qui n'a pas encore de nom, ce qui n'est d'ailleurs pas plus mal !

Mais il y a aussi beaucoup de modernité dans la musique des Indiens. Et nos amis ici présents (Ed, Merle) en témoignent qui apportent des sonorités et des morceaux modernes lors des pow-wows. La musique de Tony a aussi cette qualité qui fait que parfois j'en oublierais presque de lire les textes pour l'écouter jouer...

N. - Est-il facile à des musiciens traditionnels de mélanger leurs sonorités aux instruments électroniques ?

Edmond Tate Nevaquaya - Notre approche est très contemporaine et nous pouvons aussi bien nous adapter à leur rythme qu'eux au nôtre. Nous jouons et chantons depuis notre plus jeune âge, et cette pratique musicale nous permet de nous adapter d'emblée à ce qui est nouveau.

Merle Tendoy - Bien sûr, nous n'avons pas la même approche des machines et des instruments électroniques, mais ce qui compte, c'est le son qui en résulte. Et nous sommes parfois très agréablement surpris et restons là à nous écouter, étonnés du résultat de cette rencontre.

N. - Barney, vous avez dédié le morceau « Left for dead » à Leonard Peltier. Quelle était votre idée de départ ?

B. B. - Pour commencer, il faut savoir que toute écriture demandait pour moi un effort de communication. J'ai passé beaucoup de temps à apprendre à maîtriser l'anglais jusqu'à en tirer une traduction acceptable de ma pensée de « native american ». Il fallait parvenir à m'adapter à la forme de pensée d'un anglophone sans me renier. J'avais depuis longtemps envie d'apporter ma contribution au soutien de Leonard Peltier. Je voulais dénoncer ce système américain colonialiste. Dire que l'Amérique n'est pas tendre pour ceux qui résistent à son oppression, pour ceux qui s'approchent trop de la vérité... L'opinion publique croit les versions officielles, et dans cette affaire, il fallait un bouc émissaire, de préférence un coupable « crédible », quelqu'un d'intelligent, sachant s'exprimer. Leonard Peltier était le coupable idéal, tout désigné pour aller en prison. J'ai longtemps essayé d'exprimer tout cela dans le poème, et c'est venu tout d'un coup. Je n'ai pratiquement rien corrigé, je crois que l'esprit était là...

N. - Selon vous, quelle va être l'issue de l'affaire Peltier ?

B. B. - Il y a eu une audience en juillet et une autre en décembre pour la demande de libération conditionnelle. Le peu de temps qui sépare ces deux audiences me surprend. Je pense que c'est grâce à la pression de l'opinion européenne, qui a été d'une importance capitale. N'oubliez pas que l'Amérique se réfère toujours à l'Europe, elle n'a pas complètement coupé le cordon et respecte beaucoup les systèmes politiques venus de France, d'Allemagne.

N. - La tradition et la spiritualité sont-elles encore des valeurs importantes, une forme de résistance ?

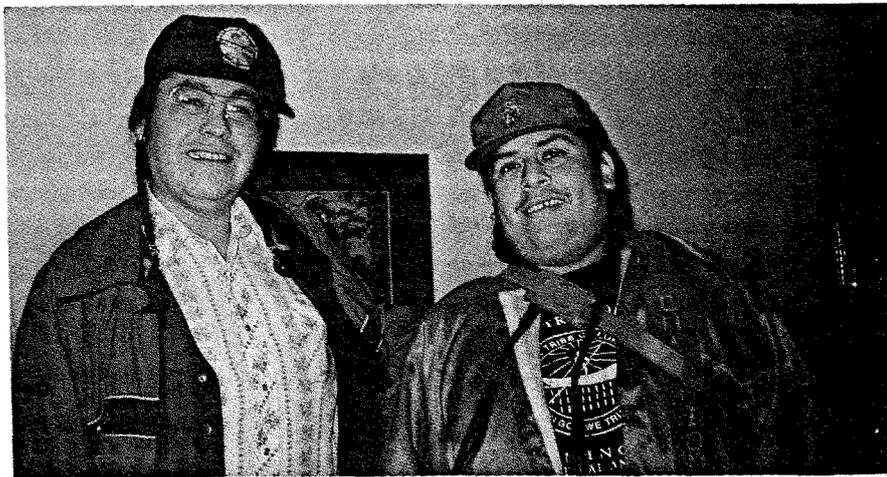
B. B. - La vérité est toujours une résistance à l'oppression. Partout où vous êtes entourés de gens insensibles que vous devez supporter, vous vous rattachez à ce noyau, ce don du Créateur. Cependant, cet esprit ne se définit pas en termes de résistance, mais d'existence. Notre attachement à cet esprit a suscité beaucoup d'imitations. C'est très en vogue et l'on vous fait payer le prix fort



Barney Bush de la nation Shawnee



© S. Duret



Merle Tendoy chanteur traditionnel et Edmond Tate Nevaquaya flutiste et chanteur

pour un semblant de spiritualité indienne !
 Ed - Nous intégrons la culture d'aujourd'hui à la nôtre. Par exemple dans la façon de nous nourrir. Nous apprenons à nos enfants à manger du gibier et à se garder des produits chimiques. On est ce qu'on mange et nous pensons que c'est de là que nous vient ce « sixième sens » que la plupart des gens n'ont pas. C'est pour ça que nous n'avons pas besoin de plans où d'ingénieurs pour construire quelque chose. Quand nous construisons les « lodges », les tipis ou d'autres structures, nous prenons la décision et nous construisons !

Dans nos écoles, nous apprenons à nos enfants à parler leur langue et l'anglais. Nous tenons nos cérémonies, mais nous vivons dans notre époque, nous allons en ville, etc. Je pense que ce sont ces choses que Barney voulait exprimer par le terme « traditionnel ».

N. - Vous avez fait référence aux langues. L'anglais a-t-il été votre première langue ?

B. B. - Non, je dois dire que non. J'ai pensé que je parlais l'anglais jusqu'à ce que je rentre en secondaire. J'ai été élevé par mes grands-parents, et quand j'ai commencé le cycle secondaire, j'ai entendu parler des gens dont l'anglais était la langue maternelle, et j'ai été obligé de demander à quelqu'un ce qu'ils disaient...

J'ai appris à lire l'anglais avant de le comprendre. Ce n'est qu'à l'époque du lycée que je suis vraiment parvenu à associer le mot et le sens.

N. - Et quand vous écrivez ?

B. B. - J'écris presque exclusivement en anglais. J'ai fait quelques tentatives en shawnee, mais ce n'est compréhensible que par les Shawnee.

N. - Que pensez-vous de l'opinion exprimée par John Trudell : « L'anglais est la langue de l'opresseur et je veux l'utiliser comme une arme contre lui. » ?

B. B. - Si les Français avaient gagné la guerre, nous parlerions tous français, il ne faut pas l'oublier ! J'enseigne depuis quelque temps à l'Institut des Arts des Indiens d'Amérique à Santa Fe. C'est un cours de création littéraire. J'enseigne l'anglais en premier, la psycholinguistique et comment, dans les pays colonialistes, la langue est une arme à double tranchant. Pour en revenir à l'anglais, nous étudions comment les anglophones utilisent leur langue pour tromper les gens. Cette langue se prête fort bien à la tromperie. Quand je pense à ma propre langue, je me rends compte qu'elle rend le mensonge quasi impossible.

N. - Et vous ? (à Ed)

Ed - J'ai grandi en apprenant les deux, mais je ne comprenais pas très bien l'anglais. Dans mon environnement on parlait ma langue maternelle et nous communiquions

plutôt dans des dialectes, en argot. Surtout pour parler du passé et de l'avenir. Comme Merle, nous faisons partie du groupe linguistique indien le plus important, le groupe des langues shoshone qui comprend les shoshone, comanche, ute, paiute et d'autres tribus. C'est la même racine avec des différences dialectales. Mais j'ai appris ensuite l'anglais à l'école primaire.

Merle - Je n'ai appris l'anglais qu'en entrant à l'école primaire, à cinq ans. Mais je parlais deux langues à la maison, mon père étant shoshone et ma mère Cree chippewa. J'ai donc appris le chippewa aussi. Je parle couramment le cree et le shoshone, un peu le chippewa et un peu le bannock par mon père. C'est dû à cette idée des colons de forcer des tribus qui ne s'aimaient guère à vivre ensemble. Pour cette raison, j'ai appris 4 langues et je n'ai découvert l'anglais qu'à l'école.



Geraldine Barney artiste dineh (Navajo)

N. - Qu'en est-il des enfants aujourd'hui ?

Ed - Mes enfants parlent les deux langues et sont dans des sections bilingues.

Geraldine Barney - Ils parlent Navajo aussi. Quant à moi j'ai appris les deux en même temps mais je me suis surtout consacrée à l'anglais, parce que c'est plus facile pour la scolarité, les études. Je ne parlais ma langue qu'en dehors des périodes scolaires. Ensuite j'ai réalisé l'importance de ma langue, ça fait partie des racines, du sang, et maintenant j'y suis revenue et je réapprends un peu le Navajo ancien, avec des personnes âgées qui le parlent bien.

Merle - Je voudrais citer la parole d'un chef de la tribu Crow qui disait : « Avec l'éducation du Blanc tu es son égal, sans elle tu es sa victime ».

B. B. - Mais il n'y a aucun intérêt à être l'égal d'un oppresseur. Je ne veux pas être l'égal de ce genre de personnes !

N. - Il est question d'un nouvel album, sera-t-il de la même veine ?

B. B. - Il y aura les mêmes participants, et



© C. Nooyian

© C. Nooyian

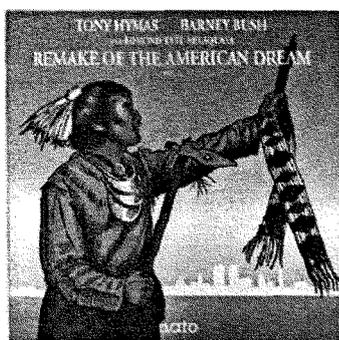
Tony travaille sur la mise en musique de quelques nouveaux poèmes.

N. - Comment réalisez-vous pratiquement cette musique ?

B. B. - Tony compose toute la musique d'après la poésie. J'écris d'abord, l'esprit vient des mots en premier. Quant à l'utilisation des instruments traditionnels, il n'y a pas de règle, c'est une mixture qui se mélange naturellement.

Interview réalisée le 29/10/93 au théâtre Dunois à Paris par Dee Brooks et Sylvain Duez Alesandrini. Traduction : Dee Brooks.

Nous remercions nos amis des disques NATO, Valérie et Jean Rochard, pour leur travail d'une grande qualité.



Discographie relative aux Indiens d'Amérique disponible chez NATO



- *Oyate*, double CD en hommage aux chefs indiens de la seconde moitié du siècle : Crazy Horse, Captain Jack, Geronimo, chef Joseph... Ce disque marque la première rencontre entre le pianiste et compositeur anglais T. Hymas et des artistes amérindiens comme J. Trudell, F. Westerman, T. Bee, J. Shenandoah, B. Bush, C. Nakai, etc.
- *Remake of the American Dream*, vol. 1, de T. Hymas, B. Bush, the Shawnee Nation United Remnant Band Drum et T. Coe.
- *Remake of the American Dream*, vol. 2 de T. Hymas, B. Bush et E. Tate Nevaquaya.
- Le double CD *Left for dead* vient de sortir.

Contact : Disques NATO
40 rue du capitaine Ferber 75020 PARIS
Tél. (1) 40 30 41 74 - Fax : 40 30 39 09

Amers Indiens

Un livre de Christophe Kuhn et Maurice Lemoine

L'Amérique est le seul continent où se juxtaposent et se mêlent des populations issues de tous les autres continents et de presque toutes les cultures. Un continent formé de pays à l'identité nationale mal définie. Un continent où tous les États sont nés sur un génocide et sur l'esclavage, puis sur une exploitation sociale généralement violente et conflictuelle, comme le montrent encore à la face du monde les représentants des états latino-américains dans le cadre du GATT, en s'opposant farouchement à toute clause sociale. Un continent où les descendants des populations précolombiennes sont au mieux considérés comme des ombres. Un continent où le capitalisme continue à conquérir de vastes espaces, comme l'Amazonie et le Grand Nord, où il recense les richesses comme Christophe Colomb. Sur ce continent, les états issus du colonialisme doivent encore se légitimer par la coercition auprès des populations qui de manière active ou passive, se montrent réfractaires à leurs lois. Un monde schizophrène où plusieurs millions « d'Indiens » sont encadrés par un système idéologique et social qui leur est complètement étranger. En Amérique latine, ces systèmes de gouvernement génèrent des exclusions massives. Ainsi, au Brésil, 8 millions d'enfants, pour la plupart noirs et indiens, vivent dans les rues, abandonnés de tous. Maurice Lemoine, spécialiste des questions politiques en Amérique latine, s'interroge dans ce livre sur le « métissage » que pourrait engendrer la rencontre des luttes syndicales, dont nous comprenons les modalités, et des luttes indiennes spécifiques dont l'aspect millénariste, né d'une

autre appréhension de l'espace-temps, rebute généralement les esprits européens peu avertis et pétris de rationalisme cartésien. Par ce livre, synthétique et d'accès facile, les auteurs tentent de mettre en lumière la modernité des luttes indiennes, sans nier leur complexité et leur diversité. Ce livre recèle aussi un projet. En effet, Christophe Kuhn, photographe, aimerait que ses clichés soient utilisés par les Indiens dans un esprit de communication. Au cours de ses nombreux voyages, il a été frappé par le sentiment d'isolement paralysant qu'il a décelé dans les communautés indiennes en butte à une féroce ségrégation, aggravée par l'analphabétisme, la répression et des conditions difficiles de survie. Aussi, le livre, conçu selon une présentation thématique, fait une place systématique aux déclarations et aux images d'Indiens. Cet ouvrage se veut un défi : pas seulement au regard sur l'Indien, mais aussi le regard de l'Indien sur le monde. Un regard cru et direct sans l'écran du héros hollywoodien.

Fabrice Mignot.

Amers indiens est paru aux éditions Syros - Fondation pour le progrès de l'homme, dans la collection « Regards mosaïques ». (95F). Il comprend une trentaine de photographies de grande qualité expressive. Maurice Lemoine a notamment publié *Le Mal antillais*, *Sucre amer*, *Los Compañeros* (Ed. Encre) et *Les Cents Portes de l'Amérique* (Ed. Autrement). Il collabore régulièrement au Monde diplomatique.



Soutenez la Déclaration Universelle des Droits des Peuples Autochtones

Du 19 au 30 Juillet 1993, s'est tenue à Genève la 11^e session du groupe de travail sur les Peuples Autochtones, chargée d'élaborer la Déclaration Universelle des Droits des Peuples Autochtones.

Cette déclaration leur apparaît comme une étape importante vers la reconnaissance, la promotion et la défense de leurs droits et de leurs libertés.

Par les 45 articles, ils proclament leur droit à poursuivre leur propre développement socio-économique et culturel et à déterminer librement leur statut politique.

Cette déclaration est un moyen de lutte pour les peuples autochtones asservis par les États-nations de tutelle.

Ces derniers ont trop souvent nié l'intégrité physique et culturelle de ces peuples à travers des politiques discriminatoires ou génocidaires. Les peuples autochtones condamnent également l'image négative d'eux-mêmes que ces politiques renvoient.

Contre cela, ils désirent, par cette déclaration, que leur soient reconnus les droits légitimes permettant la gestion de leurs territoires et l'accès aux infrastructures médicales, éducatives, sanitaires, etc, qu'ils estiment nécessaires.

La gestion de leurs territoires doit passer par la restitution des terres spoliées et la libre expression de leur volonté politique, allant de leur droit à choisir la nature de la relation qui les lie aux États les englobant, jusqu'au droit fondamental et inaliénable à l'autodétermination.

Aussi, fidèle aux revendications énoncées ci-dessus, la déclaration entend rendre illégale toute dépossession ou violation des terres ancestrales, quel qu'en soit le motif, ainsi que toute décision concernant les peuples autochtones prise sans leur accord.

Dans un contexte national et international toujours plus défavorable aux peuples autochtones, cette déclaration constitue un pas essentiel vers la reconnaissance des droits individuels et collectifs des peuples autochtones. Elle doit par conséquent être appliquée par les États-nations au même titre que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

L'importance d'une pression publique est essentielle face à un gouvernement français toujours plus réticent à reconnaître les droits collectifs des peuples autochtones. La France n'a toujours pas ratifié l'article 169 de l'OIT concernant leurs droits, son souci premier demeurant la sauvegarde de ses intérêts coloniaux et ceux des entreprises françaises, au détriment des Maohi, Kanak et Amérindiens de Guyane...!

Nous appelons donc à la ratification, dans son intégralité et sans conditions, de la Déclaration Universelle des Droits des Peuples Autochtones par les États membres des Nations-Unies.

Cet appel sera envoyé au gouvernement français ainsi qu'aux différentes ambassades.

Organisation :

Adresse :

Téléphone / Fax :

Signature :

Cet appel (photocopié ou découpé) devra être renvoyé à :

Nitassinan-CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05

Tribal Act, BP 134, 75675 Paris Cedex 14

Rassemblement de soutien à Paris

Pendant que se déroulaient à Genève les travaux de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, Nitassinan-CSIA et Tribal Act (Association de défense des droits des peuples autochtones) ont co-organisé un rassemblement à Paris, place des Droits de l'Homme, le 27 février dernier, avec pour toile de fond les événements du Chiapas. Ce rassemblement avait pour but de soutenir les peuples indigènes dans leurs efforts pour que les États membres des Nations Unies, et notamment la France, ratifient la Déclaration Universelle des Droits des Peuples Autochtones. Bobby Castillo (de la Nation Apache), Armando (réfugié guatémaltèque), Jose Antonio Gaxiola (mexicain), Nicolas (Aymara de Bolivie) du comité Chasky et Alban Bensa pour France Kanaky ont pris la parole pour parler de la situation des peuples autochtones dans leurs pays respectifs. Une organisation Maohi (Polynésie) a envoyé un message soutenant cette initiative et leur contribution a été lue au public. Les membres du Collectif Guatemala, bien qu'à peine rentrés d'une tournée Paris-Bruxelles-Strasbourg-Genève pour les droits des peuples indigènes et les Droits de l'Homme au Guatemala, ont tout de même tenu à être présents et participer à cette action.

Le rassemblement s'est terminé en musique, grâce à une chorale latino-américaine qui a apporté chaleur et couleur à cette manifestation. Nous remercions Tribal Act de s'être associée à cette initiative et nous espérons continuer à travailler ensemble pour la reconnaissance des droits fondamentaux des peuples indigènes.

Faites signer l'Appel ci-contre aux associations de votre connaissance. Vous pouvez aussi nous commander la pétition en joignant une enveloppe timbrée à votre adresse.



© C. Noorian

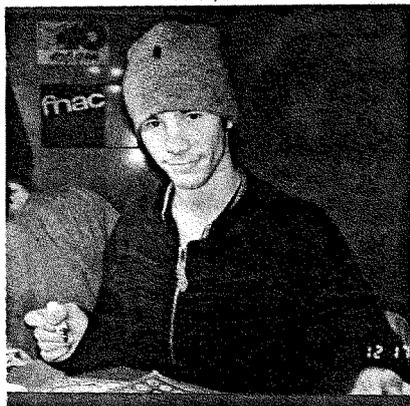
Jamiroquai et Nitassinan

En novembre dernier, le groupe Jamiroquai (dont vous avez dû voir le fameux clip vidéo « When you gonna learn ») était de passage à Paris. Nitassinan a pu approcher Jay K (chanteur) et Toby Smith (clavier). Après une brève présentation de notre comité, ils ont accepté de signer toutes les pétitions que nous leur avons présentées (Peltier, uranium Lubicon, Mont Graham, Makuxi, Kermit Redeagle).

Nous tenons à les remercier pour leur très grande gentillesse.

Si vous avez, vous aussi, l'occasion d'approcher des célébrités, n'hésitez pas à leur présenter les pétitions et à leur expliquer l'objet de notre travail et l'impact que peuvent avoir leurs signatures. Merci de renvoyer ces pétitions à Nitassinan.

Christine Nowian



© C. Nowian

Deux nouvelles associations pour soutenir les luttes amérindiennes

En Bretagne

Association d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique (AISIA), BP 5, 29910 Tregunc. Publie un bulletin d'information bimestriel traitant de l'actualité amérindienne et de la solidarité organisée en France et en Bretagne

Dans la Loire

Association INCA, 11 impasse des fauvelles, 42000 Saint-Etienne.

Nitassinan-CSIA vous invite à contacter ces associations pour être informés des actions dans votre département. Elles diffusent Nitassinan dans leur région, ce dont nous les remercions vivement. Si vous souhaitez également diffuser notre revue dans votre département, contactez-nous.

Liberté pour Leonard Peltier



Le « Leonard Peltier Defense Committee » nous annonce l'organisation à Washington DC, les 25 et 26 Juin, de l'une des plus importantes manifestations jamais organisée en soutien au plus ancien prisonnier politique amérindien, intitulée « week-end Peltier ». Le samedi est prévu un concert de soutien et d'information avec la participation de nombreux groupes de rock et musiciens amérindiens. Le dimanche, déclaré Journée Internationale de protestation contre l'emprisonnement de Leonard Peltier, une manifestation doit remonter Pennsylvania Avenue et aboutir au Parc Lafayette, devant la Maison Blanche où de nombreuses personnalités prendront la parole : des leaders spirituels traditionalistes lakota, dont Joe Chasing Horse et Arvol Looking Horse, gardien de la pipe sacrée originelle lakota, l'avocat Ramsey Clark, l'écrivain Peter Matthiessen, David Hill de l'American Indian Movement, Steve Robideau, co-fondateur du LPDC, Dhoruba Bin Wahad, ancien prisonnier politique membre du Black Panther Party, les acteurs Wes Studi (*Danse avec les Loups, Geronimo*) et Michael Horse...

Nous espérons que cet événement majeur décidera le président Clinton à accorder la grâce présidentielle à Leonard Peltier. Dix neuf années d'injustice, c'en est assez ! Libérons Leonard Peltier !

Vous lisez l'anglais ?

Pour vous tenir au courant de la campagne Peltier et de l'actualité amérindienne, abonnez-vous au journal bimestriel du LPDC : « Spirit of Crazy Horse ». Envoyez 20 \$ par mandat poste international pour un abonnement d'un an à l'adresse suivante :

Crazy Horse Spirit,
LPDC International Office,
PO BOX 583,
Lawrence, Kansas 66044, USA.

LA MENACE DE L'ALENA

Les Indiens, ainsi que de nombreux défenseurs de la nature, s'inquiètent des dispositions de l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (NAFTA en anglais). Cet accord ne tient aucun compte des gouvernements tribaux indiens existant aux États-Unis et au Canada, ni des droits reconnus aux Indiens par les traités signés avec ces gouvernements. Cet accord permet à chacun des pays signataires de commercer et d'investir partout où bon lui semble et institue un droit spécial qui l'emporte sur le droit interne de chacun des États.

RENCONTRE AMÉRINDIENNE À LA MAISON BLANCHE

Au moment où, en Afrique du Sud, se déroulaient les premières élections multi-ethniques qui allaient amener Nelson Mandela à la présidence, le président Clinton recevait aux États-Unis plus de cinq cent chefs de tribus amérindiennes lors d'une rencontre historique à la Maison Blanche, le vendredi 28 Avril. Bill Clinton, en vertu des promesses faites au cours de sa campagne électorale, a annoncé une série de mesures en faveur de la souveraineté des Nations Amérindiennes, au sein des États-Unis. Les représentants indiens se sont félicités de cette initiative et ont déclaré qu'ils voulaient préserver leur identité, leurs cultures traditionnelles, leurs religions, tout en prenant part au développement économique du pays, notamment grâce aux revenus des casinos implantés sur les réserves, dont les bénéfices sont en partie redistribués dans leurs communautés.

RÉSOLUTION EUROPÉENNE SUR LES PEUPLES INDIGÈNES

Une résolution européenne sur la protection effective des droits des peuples indigènes, présentée au Parlement Européen par le député français Gérard Onesta, membre du groupe des Verts, a été adoptée en séance plénière à Strasbourg le 9 février 1994. Cette résolution est une première sur la scène politique européenne et marque un pas vers la reconnaissance internationale des peuples indigènes. Cette initiative n'aurait peut-être pas connu un tel succès si Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la Paix, ne s'était déplacée à Strasbourg pour la soutenir auprès des parlementaires européens.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NITASSINAN revue trimestrielle d'informations sur les nations amérindiennes

NOM - Prénom :

Adresse :

Code : Ville :

Je m'abonne / ré-abonne pour 160 F (220 F hors Europe) aux 6 n° suivants:.....

Abonnement de soutien : à partir de 250 F pour 6 n°

Commande..... dossiers simples n° à 30F =F
dossiers doubles n° à 50F =F

N.B. Pour les envois de revues hors abonnement, les frais de port sont de 10 F pour les numéros doubles et de 6 F pour les numéros simples.

..... livres **Ike Mun Anam** à 70F = F livres **Contes Iroquois** à 80F = F

..... pins **Nitassinan 92** à 40F = F

J'adresse un chèque de F libellé à l'ordre de " NITASSINAN-CSIA", adressé à :
NITASSINAN - CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05 France

NITASSINAN : revues disponibles à partir du n°15.

- n°15 MAPUCHE (Chili)
- n°1/17 FEMMES INDIENNES (Amérique du Nord)
- n°18 COLOMBIE INDIENNE (Colombie)
- n°19 SHOSHONE (USA)
- n°20/21 CHEROKEE (USA)
- n°22 KUNA / TARAHUMARA (Panama - Mexique)
- n°23/24 HURONS / ABENAKI (Nord Est Canada)
- n°25/26 CRI / MOHAWK (Nord Est Canada)
- n°27/28 ATTIKAMEKW / OJIBWA (Nord Est Canada)
- n°29 YUP'IT / INUPIAT (Alaska - Nord Sibérie)
- n°30 92, Quelle "découverte" ? (général)
- n°31 Lil'wat, Gwich'in, Rigoberta "Nobel" ? etc.
- n°32/33 Makuxi, Léonard Peltier, Kanaks, etc.
- n°34 Rigoberta Menchu, CPR,...
- n°35 Apaches : La lutte pour le Mont Graham
- n°36 Canada : les Nations indiennes du Saskatchewan contre l'uranium

Tarifs : dossier simple 30F - dossier double 50F.

INDIENS : "Nitassinan 92" 40F port compris

NOUVEAUX LIVRES

"IKE MUN ANAM, Il était une fois", la "Dernière Frontière en Guyane", d'Eric NAVET, une analyse et un constat sur la situation de "nos" (!) Indiens (70F, port compris)

"CONTES IROQUOIS", traduction intégrale d'un livre d'Akwesasne. Notes illustrées de pictogrammes originaux (80F port compris)

NOUVELLE ADRESSE

Nitassinan C.S.I.A.
BP 317
75229 Paris Cedex 05



NITASSINAN demande à ses abonnés de l'aider. Nous avons besoin de **traducteurs bénévoles** pour l'anglais, l'espagnol et le portugais et de personnes équipées d'un **Macintosh** ou d'un **PC** pour saisir les textes. Contactez-nous vite, **merci d'avance**.

